

voir
Index

pp. 115, 125, 133/134

H 918



141, 156,

151/152,

188/89/90,

91/92/

206/209,

217/218, 223, 225, 229(?), 240

syndicalisme révolutionnaire et communisme

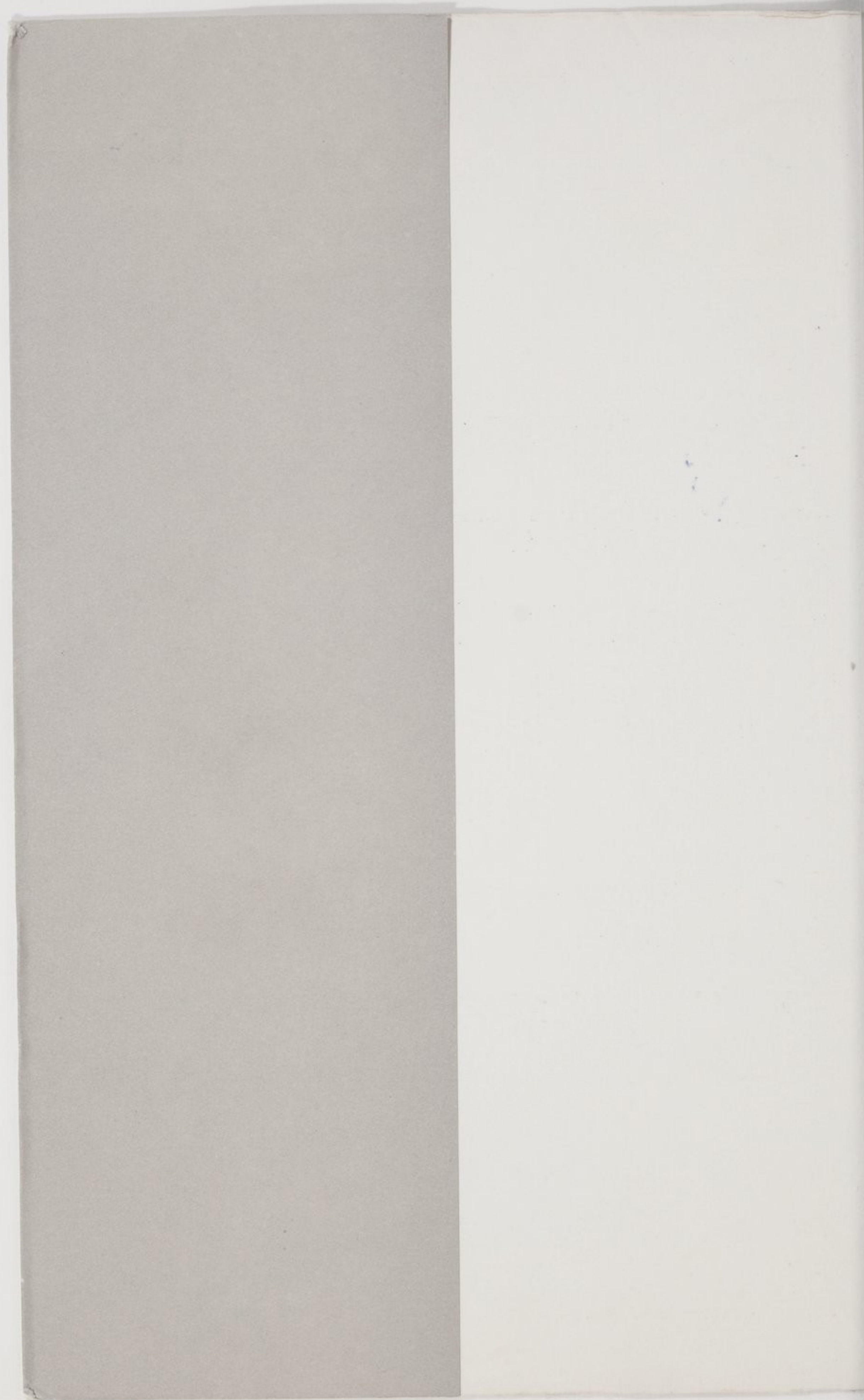
les archives de pierre monatte

**présentées par jean maitron
et colette chambelland**

préface d'ernest labrousse

françois maspero

BS12



H918



BIBLIOTHEQUE SOCIALISTE

12

1818



BIBLIOTHEQUE SOCIALISTE

18

syndicalisme révolutionnaire

syndicalisme révolutionnaire et communisme

8°2 R. Rolland

12552

BIBLIOTHEQUE SOCIALISTE

1. Nicolas Boukharine et Eugène Préobrajensky, *L'A. B. C. du communisme* (préface de Pierre Broué).
2. Rosa Luxemburg, *Grève de masses, parti et syndicats*.
3. Rosa Luxemburg, *La Révolution russe* (préface de Robert Paris).
4. *Les bolchéviks et la Révolution d'Octobre*. Procès-verbaux du Comité Central du parti bolchévique, août 1917-février 1918 (présentation de Giuseppe Boffa).
5. Paul Lafargue, *Le droit à la paresse* (préface de J. M. Brohm).
6. Georges Haupt, *Le Congrès manqué : l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*.
7. *Staline contre Trotsky, 1924-1926*. La révolution permanente et le socialisme en un seul pays (présentation et choix de textes de Giuliano Procacci).
8. Paul Frölich, *Rosa Luxemburg, sa vie, son œuvre*.
9. Georges Fischer, *Le parti travailliste et la décolonisation de l'Inde*.
10. Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*.
11. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*.
13. *Les Bolchéviks par eux-mêmes*.

syndicalisme révolutionnaire et communisme

les archives de pierre monatte
1914 - 1924

*présentation de colette chambelland
et jean maitron*

préface de ernest labrousse

FRANÇOIS MASPERO

1, place paul-painlevé, V^e

PARIS

1968

© 1968, Librairie François Maspero.

Préface

C'est en historien que j'ai accepté, à la demande des éditeurs, d'écrire ces quelques lignes de préface. En historien qui ne veut pas — ici — juger au fond et rouvrir les vieux procès. J'ai cependant connu les combats de l'époque, l'atmosphère passionnée dont rendent compte les lettres qu'on va lire. Des liens m'ont uni aux hommes, du moins à quelques-uns d'entre eux. A tous, j'ai gardé mon respect. C'est bien volontiers que je leur apporte le témoignage du souvenir et de la fidélité. Dans le respect et la fidélité à ces temps de ma jeunesse, où chancelait déjà le vieux monde, où l'énorme XX^e siècle prenait déjà sa pente.

Non que j'aie jamais milité dans les rangs du syndicalisme, ni appartenu à l'entourage de Monatte. De Monatte qui demeure peut-être la figure la plus attachante et la plus représentative du syndicalisme révolutionnaire français. Mais j'ai été, encore tout jeune, rédacteur à l'Humanité : de février 1919 à août 1924. D'où mes contacts directs avec Monatte et certains de ses amis, au cours d'une grande partie de la période où se situe cet ouvrage.

Quels hommes étaient-ils ? Pour la plupart, des militants ouvriers, fondateurs ou secrétaires de syndicats, de Fédérations, chargés parfois, à la C.G.T. des années 1914-1921, de responsabilités confédérales. Il en était aussi de plus jeunes — parmi lesquels de fortes personnalités comme Maurice Chambelland — qui avaient à peu près mon âge, mais qui allaient dans le sillage des anciens. D'autres venaient de milieux différents : comment oublier le fin, le cher visage du poète Marcel Martinet ? Ou le pur Amédée Dunois qui ne se donnait jamais à moitié, à la fois si subtil et si fidèle à ses choix ? La dominante demeurerait ouvrière.

Les anciens, les plus nombreux, appartenaient à cette génération des grands propagateurs du syndicalisme révolutionnaire, épanoui dans les premières années de notre siècle. Beaucoup d'entre eux

avaient des antécédents anarchistes. Mais, chez tous, pas la moindre trace de la « phrase anarchiste » dénoncée par Lénine. Ce qui frappait chez Monatte, c'était peut-être tout d'abord la malice et la lumière du regard ; mais bien vite s'imposaient la pondération de l'homme, sa solidité, sa lucidité. « Une force de pensée », écrivait Dunois. Oui. Un homme fort et sûr, que jamais l'événement ne fit vaciller. A la fois un empirique, et un authentique révolutionnaire. Un intransigeant révolutionnaire. Le refus de transiger est peut-être chez lui le trait le plus profond : refus politique quant aux fins, refus moral quant aux moyens.

L'équipe groupée autour de lui était largement à son image. Je me rappelle la salle de rédaction du mouvement social : la plus grande des locaux qu'occupait alors l'Humanité au 142 de la rue Montmartre. Monatte y régnait, débonnaire et attentif. Son atelier ouvrier était le plus exact, peut-être le plus productif du journal. Une atmosphère particulière y régnait. On éprouvait une petite appréhension d'intrus en ouvrant la porte, en affrontant « l'équipe » au travail. Les relations ont pourtant été toujours très cordiales. Mais disons-le : la rédaction ouvrière — spontanément, et comme inconsciemment — faisait un peu sécession avec la rédaction petite-bourgeoise des autres rubriques. Les modestes restaurants que nous fréquentions n'étaient pas les mêmes. Nous n'avions pas les mêmes bistrots ; à supposer que « l'équipe » en eût un.

Cette élite du syndicalisme révolutionnaire — Monatte et ses proches, mais aussi beaucoup de ces correspondants dont on retrouvera bientôt les lettres — nous apparaît ainsi avec les signes caractéristiques qu'on n'était pas sans attendre : empirisme, idéalisme, rigorisme ; j'allais presque écrire : puritanisme. — Est-ce assez pour faire une politique ? Une stratégie à plus longue portée, un plus large esprit de rencontre, un plus large et plus patient réalisme politique, inspiré de toute l'histoire des révolutions, auraient-ils été inutiles ? Ces hommes de révolution refusaient le compromis sur tous les terrains et voulaient garder les mains pures. Mais je m'aperçois qu'à la fin je manque presque à l'intention de ne pas juger, annoncée au commencement.

Le lecteur ira donc au texte, et c'est d'après le texte qu'il jugera. Il vivra les événements à travers les correspondances. Les événements tels que les voient, au jour le jour, de 1914 à 1924 — avec de longues lacunes dues principalement à la mobilisation de Monatte — des hommes chargés de responsabilités matérielles ou morales dans le syndicalisme français. Et quels événements ! Les coups de foudre du début sur un état-major syndical en plein désarroi. Puis les timides germes pacifistes renaissant peu à peu, ça-et-là, dans une nation plus ou moins délivrée des cauchemars nationaux d'août-septembre 1914. Zimmerwald, avec Lénine et Trotsky. L'atmosphère de Paris dans la guerre immobile, les cafés, les femmes, le narcotisme des allocations et du loyer gratuit, la

léthargie publique tout au long de ces jours figés et répétés. Malgré tout, le réveil de l'action collective. Merrheim, la formation et la dislocation de la minorité syndicale de guerre. Puis, la paix revenue, les répercussions de la révolution soviétique, la formation de l'Internationale Syndicale Rouge, la scission syndicale française, les crises de 1922 et de 1924 d'un tout jeune parti communiste. Mais l'essentiel, ici, malgré l'incontestable intérêt historique du texte, est moins dans les faits que dans la perception des faits. Ouvrir ce livre, c'est faire, à travers une correspondance très spontanée, très libre, née du choc des événements, approximative, « injuste » — c'est-à-dire émanée de militants ouvriers recevant et donnant des coups — c'est faire, tout au long de ce volume de confessions ouvrières, la connaissance personnelle et morale des hommes.

Jean Maitron, dans la longue suite, déjà parue ou à paraître, de son monumental Dictionnaire du mouvement ouvrier français, nous apporte la biographie, je dirais presque l'histoire externe des acteurs du mouvement ouvrier depuis la Révolution. C'est ici, sous une tout autre forme, et pour une courte mais essentielle période, d'histoire interne qu'il s'agit. Jean Maitron nous présente, avec ces lettres, une sorte de répertoire intérieur du militant ouvrier, révélant parfois des côtés profonds de l'être.

Il n'a pas toutefois travaillé seul. D'un bout à l'autre, l'ouvrage a été fait à deux. Il me plaît qu'à cette œuvre de science, mais aussi de sensibilité et de finesse, se trouve associé le nom de Colette, fille de Maurice Chambelland que j'aimais.

ERNEST LABROUSSE.

Avant-propos

Si l'on réduisait une biographie de militant à l'énumération des fonctions qu'il a occupées, celle de Pierre Monatte serait remarquablement brève : membre du Comité fédéral des Bourses du Travail puis du Comité confédéral de la C.G.T. de 1904 à 1914, membre du Comité directeur du Parti communiste français pendant quelques mois en 1924. Sa vie professionnelle fut aussi simple : surveillant de collège, employé de librairie, puis correcteur d'imprimerie de 1904 à 1952, date de sa retraite tardive, sauf de 1919 à 1924 où il fut directeur de la Vie Ouvrière et chef de la rubrique de la vie sociale à l'Humanité. S'il ne fit pas carrière, ce fut par choix délibéré. Il aimait les mots d'Albert Thierry sur le « refus de parvenir » et citait souvent la phrase de Renan : « en lui l'administrateur avait tué l'apôtre ». Rien ne lui paraissait plus destructeur que la vie d'un permanent éternellement réélu.

Né le 15 janvier 1881 à Monlet, petit village de la Haute-Loire où son père était maréchal-ferrant, Monatte découvrit le socialisme dès ses études au collège de Brioude et s'inscrivit aux jeunesses socialistes de Clermont-Ferrand. Cependant ce ne fut pas la politique qui l'attira mais l'anarchie et, très vite, l'action syndicale en grande partie sous l'influence du « père Peinard », Emile Pouget. Pion aux collèges de Dunkerque, d'Abbeville, de Quesnoy et de Condé, il donna sa démission en 1902 et vint à Paris, où il fut « cuisinier » du Libertaire, puis employé à Pages Libres, la revue de Charles Guieysse, qui devait l'influencer fortement. Il contribua à la fondation du syndicat des employés de librairie, puis, changeant de profession, s'inscrivit à cette Fédération du Livre qu'il ne devait plus quitter. Pouget le fit admettre en 1904 au Comité fédéral des Bourses du Travail et, en 1905, il remplit ses premières tâches syndicales quand Broutchoux, emprisonné, lui demanda de

le remplacer à l'Action syndicale de Lens. Sa participation à la grande grève des mineurs de Lens d'avril-mai 1907, lui valut sa première arrestation (il échappa à la prison après Draveil, en 1908, en passant en Suisse). En août 1907, il fut délégué au congrès international anarchiste d'Amsterdam et son discours sur les rapports entre le syndicalisme et l'anarchie montre combien était déjà claire sa conception du syndicalisme révolutionnaire.

En octobre 1909, après avoir, pendant quarante jours, tenté avec Pouget de faire vivre un quotidien syndicaliste, *La Révolution*, Monatte lança le premier numéro d'une petite revue à couverture grise, *la Vie Ouvrière*. Il était persuadé que les militants syndicaux manquaient d'éléments d'information et de réflexion pour bâtir une action cohérente et raisonnée. Jusqu'en 1914 toute son action fut centrée sur sa revue qui reste une des plus vivantes et des plus riches, parce qu'une des plus ouvertes, du mouvement syndicaliste.

La guerre de 1914 ne fit pas perdre à Monatte ses conceptions internationalistes. Dès décembre 1914 il démissionna du Comité confédéral pour protester contre la politique d'union sacrée du bureau confédéral. Sa mobilisation, puis la guerre qu'il fit, à partir de 1916 en première ligne, l'empêchèrent de participer directement à l'action jusqu'à sa démobilisation en janvier 1919.

A son retour dans la vie militante, deux questions étaient, pour lui, essentielles : le soutien à la Révolution russe et le redressement du syndicalisme. Pour Monatte, qui apparut comme le leader de la minorité syndicaliste révolutionnaire il fallait, d'abord, lutter contre le bureau confédéral qui depuis la guerre avait infléchi le syndicalisme dans la voie de la collaboration avec les pouvoirs publics et qui freinait l'élan révolutionnaire. Ce fut la période la plus active de sa vie. En avril 1919, il fit reparaître *la Vie Ouvrière* sous forme hebdomadaire. Celle-ci devint alors la tribune de la minorité. Son action lui valut d'être arrêté en mars 1920 pour complot contre la sûreté de l'Etat. Détenu à la Santé avec Lorient, Souvarine, Monmousseau, il n'en sortit qu'à son acquittement en mars 1921.

Malgré son accord profond avec certains bolcheviks (surtout avec Trotsky qu'il avait connu à Paris), malgré les sollicitations qui lui furent faites, Monatte ne suivit pas Rosmer sur le chemin de Moscou et n'adhéra pas tout de suite au Parti communiste. Il devint cependant, dès 1922, chef de la rubrique de la vie sociale à *l'Humanité* mais sans donner son adhésion. Il avait pour cela des raisons à la fois profondes et circonstanciées : l'action syndicale lui paraissait plus essentielle et il ne voulait à aucun prix la subordonner à une action politique ; le parti français, déchiré par les luttes de fractions, ne lui apparaissait pas comme un véritable parti communiste. Il donna son adhésion en mai 1923, parce que, à ce moment-là, il

lui semblait possible de construire un véritable parti ouvrier où action syndicale et action politique pourraient se concilier, où il n'y aurait pas subordination des syndicats à la ligne du parti.

Cette expérience fut de courte durée. La mort de Lénine, l'évolution du parti russe et de l'Internationale Communiste, une bolchevisation maladroite du parti français l'amènèrent très vite à se sentir mal à l'aise. Avec Rosmer et une partie de l'ancien groupe de la Vie Ouvrière, il tenta de résister à ce qu'ils considéraient comme une caporalisation. La lettre qu'il signa avec Rosmer et Delagarde leur valut l'exclusion en novembre 1924. En janvier 1925 il participa à la fondation d'une nouvelle revue syndicaliste révolutionnaire, la Révolution prolétarienne.

Monatte ne fut plus dès lors qu'un observateur passionné et attentif du mouvement ouvrier et l'action qu'il exerça à partir de ce moment sur le mouvement syndical fut indirecte. Par le « Carnet du Sauvage » qu'il tint dans la R.P., plus encore par les contacts permanents qu'il avait avec des militants, par l'influence qu'il exerçait sur les hommes il joua un rôle aussi important que discret dans l'évolution du syndicalisme. A contre-courant des grandes vagues, il a cherché, jusqu'à sa mort le 27 juin 1960, à rester fidèle aux idées révolutionnaires de toute sa vie. Ce ne fut ni facile, ni confortable. En butte aux attaques les plus violentes des tendances les plus opposées, il n'a jamais perdu sa foi dans une révolution qui soit libération et non humiliation.

C'est toute cette vie de réflexion et d'action que nous retrouvons dans les archives qu'il nous a léguées.

Pierre Monatte était un lecteur passionné. Il avouait lui-même — en se le reprochant, car cela l'empêchait d'écrire — ne pas pouvoir résister au papier imprimé. Jusqu'à la fin de sa vie, il suivit de près l'ensemble des parutions. Sa bibliothèque était considérable et témoignait de la variété de ses goûts. Tout au long de sa vie, il a recueilli et conservé les documents. Il avait l'habitude d'ouvrir des dossiers, d'y grouper correspondances, tracts, brochures, coupures de presse, notes. Il tint aussi, épisodiquement puis régulièrement à partir de 1940, son journal. Plus de cent cahiers renferment ainsi au jour le jour, ses réflexions, le récit de ses lectures et de ses visites, les doubles des lettres importantes qu'il envoyait.

Monatte avait toujours suivi nos efforts de sauvegarde et de conservation des archives ouvrières et il ne voulait pas que ses papiers soient dispersés. Nous en avons parlé pendant bien des années et il nous les a légués. Sa bibliothèque est au siège de l'Institut français d'Histoire sociale aux Archives Nationales, et ses archives, après inventaire, y seront déposées.

Parmi la masse de ces archives, il allait de soi que les documents les plus récents et les plus personnels — pour des raisons évidentes — ne pouvaient être immédiatement utilisés.

Deux ensembles se sont vite dégagés dont l'intérêt est aussitôt perceptible : la correspondance envoyée de 1914 au début de 1916 par Alfred Rosmer, Marcel Martinet, Georges Dumoulin, Alphonse Merrheim et les dossiers constitués de 1919 à 1924. La minorité internationaliste, la lutte dans la C.G.T., les débuts du Parti communiste, les rapports entre les syndicalistes révolutionnaires et les bolcheviks nous ont paru être éclairés par ces documents.

Certes, il ne s'agit pas là d'une série ininterrompue. Après 1916, les vicissitudes de la guerre de tranchées n'ont pas permis à Monatte de conserver ses lettres, pas plus que son séjour à la Santé de mai 1920 à mars 1921. D'autre part, toutes les archives de ce genre sont forcément fragmentaires et les visites, par exemple, ne laissent pas de traces.

Enfin, le grand absent des archives, c'est Monatte. Si nous avons les lettres reçues par lui, nous n'avons que très rarement celles qu'il a envoyées. Les papiers d'Alfred Rosmer ont été détruits en 1940, les lettres reçues par Dumoulin pendant la guerre ont disparu du côté de Verdun, les archives Merrheim conservées (en partie) à l'Institut du marxisme-léninisme à Moscou ne contiennent rien de Monatte pour ce que nous avons pu consulter, les archives de l'Internationale Syndicale Rouge et de l'Internationale Communiste ne sont pas accessibles. Seules les archives de Marcel Martinet, déposées à la Bibliothèque Nationale ont pu, grâce à l'autorisation de Madame Martinet, être utilisées.

Après un premier classement, il fallut faire un choix. Nous n'avons retenu que les documents les plus importants. Parmi les lettres de guerre, il y avait beaucoup de redites, de petites anecdotes qui alourdissaient le récit. Les coupures ont toujours été signalées selon l'usage.

La présentation était difficile à réaliser. Sans doute, la publication dans le strict ordre chronologique, avec un abondant appareil de notes aurait été plus conforme à une édition scientifique. Nous avons pensé qu'elle ne présentait que peu d'attrait et nous avons choisi, malgré un arbitraire inévitable, un regroupement par chapitres, les documents étant réunis par thèmes, suivant d'ailleurs à peu près les événements. Neuf chapitres ont pu être constitués : 1) La déclaration de guerre, 2) La démission de Monatte du Comité confédéral, 3) La Conférence des socialistes alliés de Londres, 4) Minorité contre majorité, Zimmerwald, 5) Impressions à l'arrière et au front, 6) Vers la scission syndicale, 7) Le 1^{er} congrès de

l'Internationale Syndicale rouge, 8) Malaise dans la C.G.T.U., malaise dans le parti communiste, 9) La crise de 1924.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire une histoire de la période mais il nous fallait situer les documents. Chaque chapitre débute donc par une brève introduction historique qui permet de replacer les documents dans leur contexte. Les notes, volontairement réduites, n'éclairent que des points essentiels. Un index des noms de militants a été dressé.



La flamme tout entière d'une vie jaillit de ces archives. Qu'une action passionnée devienne une simple donnée d'histoire, que des papiers encore brûlants ne soient plus que des archives estampillées, cela est naturel sans doute. Cependant, ce n'est pas sans un certain déchirement que nous en avons entrepris le classement. Ils faisaient partie du cadre familial dans lequel nous avions l'habitude de voir Pierre Monatte. Son petit bureau de Vanves en était submergé ; à côté des rayonnages, couverts depuis bien longtemps, les piles de dossiers et de livres avaient envahi les chaises, une partie du plancher. Au hasard d'une conversation, évoquant tel ou tel événement, le style d'un homme, la tenue d'un congrès, Monatte commentait un document précis... que l'on renonçait presque toujours à trouver devant les difficultés de la recherche. Mais, nous connaissions presque les documents avant de les avoir lus car ils faisaient partie d'une histoire pour nous très familière, peut-être trop familière. Le premier classement, la première lecture nous les avons faits avec Alfred Rosmer et Maurice Chambelland. Avec eux nous avons daté des lettres, précisé certains faits, évoqué trop de souvenirs pour que ces archives ne soient pour nous que des documents morts.

D'ailleurs, à travers eux, les événements retrouvaient une saveur perdue. Les efforts de la minorité de guerre, la conférence de Zimmerwald, la scission syndicale, les débuts du Parti communiste sont connus dans leurs grandes lignes. Mais avec les lettres de Merrheim, de Rosmer, de Marcel Martinet, de Dumoulin, de Losovsky c'est la vie d'un groupe que nous suivions, presque au jour le jour.

Ces hommes qui ont si peu parlé d'eux-mêmes, nous les connaissons mieux : Rosmer, à l'intelligence lucide, à l'humour discret, enthousiaste et intransigeant, d'une modestie parfaitement naturelle ; Merrheim, plus terne, en proie à la tristesse d'un homme déjà malade qui supporte mal son isolement, partagé entre l'écœurement et la colère envers les « judas », décidé à leur exprimer son mépris ;

Marcel Martinet, plus détaché du mouvement mais au talent si fin, à la pensée si ferme ; Georges Dumoulin, nature coléreuse, enthousiaste, à la volonté fragile, au réel talent d'écrivain. Avec leurs lettres nous revivons vraiment la dure résistance de ces internationalistes à l'atmosphère chauvine qui submerge le mouvement syndical, leurs efforts pour comprendre la mentalité ouvrière, pour réveiller les consciences. Rosmer eut sans doute le rôle déterminant qui rédigea les lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière, participa auprès de Merrheim à la rédaction de l'Ouvrier des Métaux, veilla dans le détail à la publication et à la diffusion des textes.

Comment oublier le ton de certaines lettres de Merrheim, atteint au plus profond de sa sensibilité par la « campagne de dénigrement malpropre », le « flot d'ignominies » qui le submergent et qui le font pleurer dans son bureau après les pénibles réunions de la C.G.T. ?

Quant à Georges Dumoulin c'est son talent qui se révèle, son sens du trait, souvent cruel. Ses adieux à Jouhaux, pleurant à chaudes larmes dans un café de la place du Combat, sa méditation devant la mer du haut des falaises de Boulogne, ses notes sur la psychologie de « ses » mineurs, sont d'un véritable écrivain. Mais c'est aussi tout un tempérament que l'on sent, la faiblesse d'un homme qui ne supporte pas de vivre dans l'isolement, qui a besoin d'approbations et d'affection. N'écrit-il pas à Monatte, au début de la guerre : « Vous arrivez à temps. Il y a trois jours, je recevais une lettre de Jouhaux ; tellement pleine d'affection, tellement remplie de caresses et de mots tendres, qu'un moment je me suis laissé conquérir. Je lui ai répondu que je l'aimais aussi. »

Nous nous retrouvons au cœur de l'amitié profonde qui liait ces hommes dans une action commune, nous partageons leurs espoirs. Avec Monatte, nous attendons les premières brochures ou le retour de Zimmerwald de Trotsky qui va faire le récit de la conférence à Rosmer à la cantine russe du boulevard du Montparnasse, puis autour de la théière familiale à Sèvres.

Puis, c'est l'enthousiasme qui saisit Monatte et Rosmer devant le succès de la Révolution d'Octobre que nous ressentons, leur espoir de vivre, enfin, le rêve d'hier. Et ceci explique qu'après la guerre, il n'y avait plus, pour Monatte et le groupe de la Vie Ouvrière, qu'une seule grande question : le soutien à la révolution russe. Cela impliquait la lutte acharnée contre ceux qui avaient « trahi » pendant la guerre en participant à une politique d'union sacrée, contre ceux qui engageaient le syndicalisme dans la voie de l'intégration à l'Etat, contre ceux qui reculaient devant la Révolution.

L'expérience du communisme fut pour Monatte l'expérience décisive et déchirante de toute sa vie. Parce qu'il a refusé, très tôt, et condamné des méthodes qui ne trouvent plus aujourd'hui de

défenseurs, il fut ou ignoré ou qualifié d'ennemi du prolétariat par des histoires trop officielles. Il faut se pencher soigneusement sur les textes et sur les faits pour comprendre l'état d'esprit de ces « oppositionnels » fait d'optimisme et de désespoir, d'amour et de révolte, pour comprendre aussi le courage qu'il a fallu pour ne plus se laisser porter par le grand courant tout en gardant vivace et jeune la foi en la révolution.

Les archives qui concernent l'Internationale Syndicale Rouge, le Parti communiste et la C.G.T.U., si elles sont plus disparates et malheureusement fragmentaires, apportent une compréhension interne qui vivifie les textes des congrès ou des résolutions. Le rôle des anarchistes dans la scission syndicale, dans la vie de la C.G.T.U., leurs attitudes au cours du premier congrès de l'I.S.R., sont précisées.

La plus grande partie des documents de cette période concerne les rapports entre les syndicalistes révolutionnaires et le communisme. Le problème n'est plus seulement posé de façon théorique, mais replacé dans son contexte précis. Quelques pages nous font mieux comprendre les positions réciproques. Une longue lettre de Trotsky à Monatte, à la veille du premier congrès de l'I.S.R., expose très nettement un point de vue ferme, mais cependant nuancé qui tient compte de la « difficulté psychologique à franchir la barrière d'un parti » et des phénomènes spécifiquement français. Mais, en même temps, des textes de Zinoviev sont beaucoup plus tranchants et affirment la nécessaire subordination des syndicats au Parti. Une lettre de Fritz Brupbacher, alors à Moscou, a certainement aussi joué son rôle dans la position de Monatte, qui n'aimait guère ce genre d'injonction : « Trotsky me dit qu'il regarde le syndicalisme révolutionnaire comme la seule force vraiment révolutionnaire mais [...] vous savez que Griffuelhes est là. Trotsky pense que vous l'auriez en adversaire si vous ne changiez pas d'attitude et que ce serait peut-être lui qui serait l'instrument du communisme en France dans les syndicats. »

Sur la bolchevisation et la crise de 1924 qui amènent le départ de Monatte et de Rosmer du Parti communiste, nous avons un ensemble cohérent et passionnant. Les histoires du Parti font à cette crise une place très restreinte. Elle nous semble pourtant décisive parce qu'elle est liée aux discussions, aux luttes dans le parti russe et dans l'Internationale et qu'à partir de cette date une structure beaucoup plus rigide est mise en place. Ce n'est pas le mot d'ordre de bolchevisation, lancé à cette époque, que refusent Monatte et Rosmer, ni l'organisation du Parti, mais la façon d'appliquer, l'absence d'explications, l'étouffement des discussions. La maladresse des dirigeants du parti français fut manifeste. On sent déjà celle de Treint dans son « autocritique » rédigée en octobre 1922.

Les lettres et les documents de l'année 1924 sont significatifs d'un

ton nouveau : injonction de prendre parti, suppression progressive de la possibilité d'expression des minorités dans la presse.

Et l'expérience prend fin par les lettres au Comité directeur et aux membres du parti que signent Monatte, Rosmer et Delagarde.

En apportant des éléments à une histoire qui reste encore, pour une large part, à écrire, nous avons surtout conscience de suivre un itinéraire d'hommes qui ont voulu, tout en prenant conscience de certains échecs, rester fidèles à l'internationalisme prolétarien et tenté, comme l'a écrit Monatte plus tard, car il n'avait rien renié, rien regretté, « de retremper le syndicalisme révolutionnaire dans le grand courant déchaîné dans le monde par la Révolution russe ».

Colette CHAMBELLAND,

Conservateur de la Bibliothèque du Musée Social.

Jean MAITRON,

Secrétaire du Centre d'Histoire du Syndicalisme
de l'Université de Paris.

La déclaration de guerre

Rappel de quelques textes

On a souvent reproduit les textes antiguerriers, antimilitaristes, antipatriotiques votés dans les congrès ouvriers avant 1914. On a souvent rappelé aussi qu'en une semaine, fin juillet 1914, un revirement complet s'était opéré. Nous nous bornerons ici à donner quelques textes qui nous ont paru suggestifs à cet égard et qui situent mieux les témoignages et réflexions des correspondants de Monatte.

Jusqu'au 26 juillet 1914. Les textes antiguerriers.

— *Résolution du Congrès national du Parti Socialiste, Paris, 14-16 juillet 1914, préparatoire au Congrès socialiste international de Vienne :*

[...] Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives [...].

L'Humanité, 17 juillet 1914.

— *Résolution du 10^e congrès de la C.G.T., Marseille, 1908 :*

« Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : Les travailleurs n'ont pas de patrie ! qu'en conséquence toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications ;

« Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

26 juillet 1914. Jouhaux, dans la « *Bataille syndicaliste* » :

A BAS LA GUERRE !

Nécessité de l'effort ouvrier

[...] Le peuple sait que la guerre — la guerre européenne menaçante — avec ses boucheries, ses massacres, la famine, les épidémies qu'elle entraîne, signifierait un formidable recul, peut-être la fin d'une civilisation, à coup sûr l'anéantissement de tous ses espoirs.

Et la diplomatie, néanmoins, la prépare, en dehors de lui !

[...] Si la Serbie résiste aux exigences outrées qu'on a publiées hier, c'est qu'elle se sait protégée par la Russie.

L'intervention de cette dernière, c'est naturellement l'entrée en jeu de l'Angleterre et de la France d'une part, de l'Allemagne et de l'Italie¹, de l'autre.

C'est-à-dire une conflagration européenne. C'est-à-dire la boucherie internationale.

[...] Un danger effroyable pèse sur nous : tenons-nous prêts à l'éloigner, nous répondrons ainsi au vœu du peuple russe, se révoltant à la fois contre les crimes du tsarisme et contre les menaces de guerre européenne qu'il suscite constamment.

*
**

28, 29 juillet 1914. Les textes « charnière » :

— *Manifeste de la C.A.P. du Parti socialiste, 28 juillet 1914 :*

L'anarchie fondamentale du système social, les compétitions des groupes capitalistes, les convoitises coloniales, les intrigues et les violences de l'impérialisme, la politique de rapine des uns, la politique d'orgueil et de prestige des autres, ont créé depuis dix ans

1. Lapsus : c'est « l'Autriche » qu'il faut lire.

dans toute l'Europe une tension permanente, un risque constant et croissant de guerre.

Le péril a été subitement accru par la démarche agressive de la diplomatie austro-hongroise. Quels que puissent être les griefs de l'Etat austro-hongrois contre la Serbie, quels qu'aient pu être les excès du nationalisme panserbe, l'Autriche, comme l'ont dit bien haut nos camarades autrichiens, pouvait obtenir les garanties nécessaires sans recourir à une note comminatoire et brutale qui a fait surgir soudain la menace de la plus révoltante et de la plus effroyable des guerres [...].

— *Manifeste de la C.G.T., 28 juillet 1914 :*

L'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire, mais la responsabilité des autres nations européennes ne serait pas moins lourde si elles ne s'employaient pas, activement, loyalement, pour que le conflit ne s'étende pas.

Dans cette action, les gouvernants de ce pays ont le peuple français avec eux, si, comme on le dit, ils travaillent sincèrement pour la Paix.

*
**

2 août 1914 et jours suivants. Les textes d'union sacrée :

[...] S'il faut que la catastrophe soit inévitable, si la force de paix des travailleurs n'a été qu'un digne, mais vain sursaut pour sauver l'honneur, oh ! alors, que de l'étendue même du malheur consommé surgisse l'anéantissement du militarisme étouffant !

Que ce soit la fin du cauchemar !

Et que le nom du vieil empereur François-Joseph soit maudit !

(*La Bataille syndicaliste*, 2 août 1914.)

Que les flots de sang qui ont commencé de couler sur les plaines de la Woëvre retombent sur la tête de Guillaume II et des pangermanistes !

(*La Bataille syndicaliste*, 3 août 1914.)

[...] Le monde a jugé la cause. C'est l'Autriche qui a provoqué la crise ; c'est l'Allemagne qui, par sa duplicité d'abord, par ses agressions ensuite, a fait jaillir l'étincelle qui met l'Europe en feu.

C'est, du moins, la seule chose que nous puissions connaître en France.

[...] Evident aussi est notre rôle : contre le droit du poing, contre le militarisme germanique, il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France.

(*La Bataille syndicaliste*, 4 août 1914.)

A la veille de la guerre

Lettres de Rosmer à Monatte. 27, 28, 29 et 30 juillet 1914.

Ce qui frappe dans ces lettres de Rosmer écrites à la veille de la guerre — la mobilisation générale fut proclamée le 1^{er} août — c'est que les militants, s'ils ont parlé à l'époque, et souvent, de l'événement « guerre », n'ont pas réalisé qu'il pouvait surgir, ne se sont pas représenté concrètement le phénomène, bref, n'y ont pas cru. D'où la stupeur qui les frappa quand ils durent faire face.

La première lettre, celle du 27, est certes en partie consacrée au « péril de guerre » dont il est dit qu'il « n'a jamais été aussi imminent qu'aujourd'hui », mais la première partie de la lettre, quatre cinquièmes du texte, est pourtant relative à la Verrerie ouvrière d'Albi. Le mardi 28, la situation est jugée « moins grave ». La veille, de 9 heures à minuit, d'importantes manifestations ont eu lieu sur les boulevards, dont Rosmer fait le récit, manifestations qui étaient dirigées contre le *Matin*, considéré comme un des journaux les plus bellicistes. Le 29, est critiqué le manifeste du Comité confédéral qui dénonce la responsabilité de l'Autriche, mais on ne soupçonne pas le drame qui se prépare. Le 30, d'ailleurs, « le danger d'une guerre européenne » n'apparaît « plus imminent comme aux premiers jours » et une certaine confiance demeure dans les capacités de résistance ouvrière en Russie, en Pologne, en Allemagne et en France.

La lettre du 30 est particulièrement intéressante. Il y est en effet question de l'entrevue Jouhaux-Legien qui eut lieu à Bruxelles le 27 juillet 1914 à l'occasion du congrès de la Centrale syndicale belge, entrevue dont le récit fut donné une première fois par Jouhaux (*Bataille syndicaliste*, 26 septembre 1914) puis par Dumoulin (lettre au Comité confédéral rapportée par Rosmer, *Le Mouvement ouvrier...*, tome I, pp. 167-168), récit qui fut ensuite repris et déformé, notamment par des journalistes, et au sujet duquel on discute encore puisque Rosmer y consacre une dizaine de pages dans son ouvrage (cf. pp. 159-168), tandis que B. Georges, D. Tintant et M.-A. Renauld reviennent en 1962 sur le sujet dans leur *Léon Jouhaux*¹.

Nous donnons, à la suite de la lettre de Rosmer du 30 juillet 1914, premier témoignage que nous ayons sur la rencontre Jouhaux-Legien, différents extraits de lettres appartenant au fonds Monatte.

1. Léon JOUHAUX, *Cinquante ans de syndicalisme*, P.U.F., tome I, 1962. *Des origines à 1921*, cf. pp. 128-132. Voir également A. KRIEGL, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Mouton, 1964, tome I, p. 55.

Lundi [27 juillet 1914].

Cher M[onatte],

[...] J'arrête là ce récit décousu, que j'ai eu beaucoup de peine à écrire, car les visites ne cessent pas cet après-midi. On va à l'Union et on entre ici en passant. On trouve un peu fort qu'aucun des secrétaires confédéraux n'ait jugé utile de rappliquer. Yvetot est à Tulle. Jouhaux et Dumoulin à Bruxelles (d'où on peut rentrer assez vite). Et on pense qu'il est ridicule de convoquer le Comité confédéral pour jeudi alors que le péril de guerre n'a jamais été aussi imminent qu'aujourd'hui. On arrivera après le B[ureau] S[yndicaliste] I[nternational] convoqué pour mercredi. Il pleut en ce moment et il est à craindre que la petite pluie fine qui n'avait tombé jusqu'à présent que par intervalles, ne cesse plus. Et dans ce cas la manifestation de ce soir serait manquée. Je viendrai ici à neuf heures car le père Guillaume vient de m'écrire qu'il apporterait les *Trois procès*¹ et j'y filerai aussitôt [...].

Meilleurs souvenirs.

A. G[riot]².

Mardi matin [28 juillet 1914].

Cher M[onatte],

On respire un peu ce matin et bien que les journaux annoncent l'entrée en campagne des troupes autrichiennes pour aujourd'hui la situation apparaît moins grave. Samedi soir et dimanche elle était vraiment angoissante. Il semblait que l'Autriche allait foncer immédiatement, et que automatiquement la guerre européenne était déclenchée. Mais ce plan ne s'est pas réalisé, on a pu parler de médiations et la conflagration générale paraît évitable. Jamais nous n'avions été pris d'aussi court et jamais notre action n'était plus difficile, car l'agression de l'Autriche contre la petite Serbie donne à la Russie le beau rôle. Et le ton de notre grande presse est presque convenable — *le Matin* y compris. Elle se borne, en termes assez modérés, à rendre l'Allemagne responsable de l'agression autrichienne. La manifestation d'hier soir a été très bien. Elle n'a pas été violente mais elle a été nombreuse, et ce qui caractérise cette soirée agitée et mouvementée c'est qu'il n'y a pas eu de riposte nationaliste et chauvine, pas même une tentative de riposte. Je suis arrivé sur le boulevard un peu tard. J'avais dû attendre Guillaume et je n'avais pu le mettre à la porte tout de suite. D'au-

1. James Guillaume, militant « antiautoritaire » de l'Association Internationale des Travailleurs, contera ces trois procès en même temps qu'il retracera l'histoire de la Première Internationale ; il publiera son manuscrit chez A. Colin en 1915 sous le titre *Karl Marx pangermaniste*.

2. Nom véritable de A. Rosmer.

tant qu'il prolongeait visiblement l'entretien pour ainsi me tenir plus longtemps hors de la mêlée. Car il n'était pas partisan de la manifestation. Il était allé la veille à la B.S. où il s'était rencontré avec Thuillier notamment et avait été frappé du désarroi régnant chez les révolutionnaires. Tous disaient : il faut faire quelque chose, et personne ne sortait une proposition précise. Et il s'opposait à la manifestation parce qu'il pensait que le seul résultat serait de faire coffrer inutilement pas mal de révolutionnaires. Mais il ne proposait rien lui-même et je crois bien que si je l'avais poussé il m'aurait dit qu'il fallait résister à la poussée germanique, car pour lui il n'y a aucun doute que tout le mal vient de l'Allemagne qui pousse et excite l'Autriche. Enfin, nous nous mettons en route. Tourette qui est resté avec nous jusque-là s'impatiente et file. Non moins impatient, je suis obligé de régler mon pas sur celui de G[uillaume]. Rue de Lancry nous rencontrons [?]. Il vient du *Matin* et a assisté au début de la manifestation. La police a été d'une brutalité inouïe et a déblayé le terrain en un clin d'œil. Mais ce n'est que le commencement. Comme nous approchons du Bd. Magenta nous entendons des clameurs et nous voyons bientôt une longue colonne tourner au coin du boulevard et se diriger vers la pl[ace] de la République. On crie : A bas la guerre sur l'air de « Conspuez », puis « Vive la paix » et on chante *l'Internationale*. Pas mal de facteurs en uniforme et tous pleins d'entrain. Cette fois je n'y tiens plus et je file. Pl[ace] de la République il y a des forces importantes. Des gardes à cheval font le fameux manège. Ils sont copieusement injuriés au passage et ne bronchent pas. La colonne rebrousse chemin et remonte le Bd. Magenta. Je la laisse passer et me dirige vers le *Matin* par le Bd. Saint-Martin. La foule est dense. Il y a pas mal de curieux, venus pour voir. A la hauteur de la porte Saint-Denis on n'avance plus que difficilement. Un nouveau cortège s'engage dans le faubourg. Je poursuis ma route, mais le *Matin* est devenu inapprochable. Je suis bloqué en face de la Ménagère et reste là un moment à écouter les conversations. Nulle trace d'hostilité violente aux manifestants. On discute tranquillement, sérieusement. Il paraît qu'au début cela a été moins paisible. Quelques « guerriers » ont été maltraités. Mais je voudrais bien voir ce qui se passe de l'autre côté du *Matin*, et par des rues transversales, j'atteins la rue Montmartre. On crie ferme sur le boulevard et ce sont encore des pacifistes que la police ne parvient pas à disperser. Je marche jusqu'à l'Opéra. Le boulevard est plus calme. Les cafés ont supprimé ou réduit leurs terrasses. Il paraît que vers le Vaudeville il y a eu à dix heures d'assez violentes collisions mais à présent il n'en reste plus trace. Je suis revenu ensuite vers le *Matin*. J'ai rencontré Milan rue Montmartre mais je dois m'arrêter ici car j'ai beaucoup de peine à écrire. Il y a toujours quelqu'un pour bavarder ici en ce moment et Mulzer se charge de faire le discours.

[...]

Amitiés.

A. G[riot].

Mercredi 29 juillet 1914.

Cher M[onatte],

Je t'envoie en hâte la correspondance et une traite de l'Union. Il y a pas mal d'effervescence ici aujourd'hui car tout hier le bruit a couru d'arrestations des militants. Mais il n'y a rien eu jusqu'à présent. On se demande si le meeting¹ de ce soir aura lieu. Un moment on dit qu'il est autorisé, cinq minutes après qu'il est interdit et ça recommence. Tu verras dans la B.S. le manifeste dont le Comité conféd[éral] a accouché hier. Il est passablement stupide : on adopte le point de vue général : on dénonce l'Autriche devant l'histoire ! et pas un mot contre la Russie ! Et on se met à la remorque des pacifistes de gouvernement. Tout cela te donne une idée du désarroi qui règne ici.

Je t'écirai un peu plus tard si j'ai le temps.

A toi.

A. G[riot].

Jeudi 30 juillet 1914.

Cher M[onatte],

Je ne crois pas du tout utile que tu rentres sinon je n'aurais pas hésité déjà à t'arracher à ton Auvergne. Ici il y a beaucoup de bonne volonté mais nulle idée directrice. On s'est mis à la remorque du gouvernement et de sir Edward Grey et on continue. En tout cas le danger d'une guerre européenne n'est plus imminent comme aux premiers jours. D'après la tournure que prennent les événements, l'expectative peut durer des jours et même des semaines. Il semble qu'on a autorisé l'Autriche à faire une démonstration militaire en Serbie pour y rétablir son prestige. On la regarde, on l'observe et ce n'est qu'au cas où elle sortirait de ce programme que la situation redeviendrait très grave. Mais la Russie ne se presse pas non plus et il est bien curieux de voir qu'on soit beaucoup plus russe à Paris qu'à Petersbourg. Après les récentes grèves le tsar ne doit pas être tellement rassuré. On parle déjà d'une agitation ouvrière sérieuse en Pologne. Mais la censure doit fonctionner ferme et on n'a que des bribes d'information.

1. Meeting qui devait avoir lieu dans les deux salles Wagram avec la participation de Jouhaux, Dumoulin, Yvetot (C.G.T.) ; Chauvin (Fédération du Bâtiment) ; Merrheim (Fédération des Métaux) ; Lefèvre (Fédération du Bijou) ; Bled, Minot, Gambiez (Union des Syndicats de la Seine). Interdit par le gouvernement dans l'après-midi du 29, le meeting n'eut pas lieu. Quelques bagarres mirent aux prises de jeunes syndicalistes et le service d'ordre (cf. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Mouton, 1964, tome I, p. 55, note 1).

Dum[oulin] était revenu très pessimiste de Bruxelles. Les Allemands ne bougeraient pas. Legien le lui avait dit [cf. Annexe, ci-dessous]. Et cependant ils ont bougé. Ils ont eu de belles réunions et une manifestation dans la rue. Nous n'avons pas fait davantage. Tu vas voir par les journaux que je t'expédie que le Cong[rès] soc[ialiste] intern[ational]¹ est avancé. Il aura lieu le 9 août, dimanche en huit, à *Paris*. Je crois qu'on prépare une grande démonstration au Pré-Saint-Gervais. Tu pourrais donc rappliquer vers la fin de la semaine prochaine.

[...]

Affectueux souvenirs.

A. G[riot].

ANNEXE : *L'entrevue Jouhaux-Legien, Bruxelles, 27 juillet 1914.*

Le 26 septembre, Jouhaux, sous le titre « Le prolétariat et la guerre — Des raisons de notre attitude », déclarait dans la *B.S.* : « Le moment paraît venu de faire connaître à l'opinion publique une des raisons pour lesquelles, à côté de bien d'autres, nous avons cru devoir prendre, dans la présente guerre, l'attitude que l'on connaît. » Puis il contait ainsi l'entrevue qu'il eut avec Legien, « député allemand, secrétaire de la Confédération ouvrière allemande, secrétaire des Confédérations internationalement unies », en présence de Mertens, secrétaire de la Commission syndicale belge, et de Dumoulin, secrétaire adjoint de la C.G.T. :

« Nous posâmes les questions suivantes au secrétaire Legien : *Que comptez-vous faire pour éviter la guerre qui se prépare ? Etes-vous résolu à faire un mouvement ? Nous sommes, pour notre compte, prêts à répondre à votre appel, ou à marcher en même temps, si nous en décidons ainsi.*

« A ces questions plusieurs fois posées, Legien ne fit aucune réponse. Qu'en fallait-il conclure ?

« Pouvions-nous ne pas avoir cette impression que, de l'autre côté du Rhin, rien ne serait fait pour s'opposer virtuellement à la guerre ?

« Nous quittâmes Bruxelles convaincus que notre confiance dans la bonne volonté des organisations allemandes devait disparaître et que si la déclaration de guerre devait se produire à un moment donné, *elle serait le fait de l'Allemagne. C'est alors que nous apparut le devoir qu'il nous restait à remplir.* »

A la suite de la déclaration de Jouhaux, Dumoulin écrivit au comité confédéral pour donner sa version de l'entrevue. La voici rapportée,

1. Il devait se tenir primitivement à Vienne (Autriche) le 23 août (cf. G. HAUPT, *Le congrès manqué*, Maspero, Paris, 1965).

pour l'essentiel, d'après Rosmer (*Le Mouvement ouvrier...*, tome I, p. 167).

« [...] Cornélius Mertens, trésorier de la Centrale belge, nous invite, Jouhaux et moi, à prendre le café avec Legien au restaurant où celui-ci venait de déjeuner. Il s'agissait d'échanger quelques mots d'adieu. Nous fûmes au restaurant et nous trouvâmes Legien conversant en allemand avec une dame. Mertens, qui comprenait l'allemand, prit part à la conversation. Les Français se taisaient. Jouhaux pose alors une question à Legien : « Que pense-t-on en Allemagne de la situation ? » Mertens traduisit la demande et la réponse. Legien avait dit : « En Allemagne, nous sentons que le péril est grand, mais tout espoir de paix n'est pas disparu. » Jouhaux posa une seconde question : « Que comptez-vous faire pour empêcher la guerre ? » Nouvelle traduction de Mertens. La réponse de Legien manquait de clarté. Il aurait fallu poser à nouveau la question, traduire une fois encore, prolonger l'entretien. J'ai entendu que Legien avait dit : « En Allemagne, nous continuerons nos manifestations en faveur de la paix. » La conversation dura en tout cinq minutes et l'entrevue un quart d'heure [...].

On trouvera maintenant ci-dessous, chronologiquement transcrites, les lettres appartenant aux archives Monatte et relatives à cette entrevue.

Dumoulin à Monatte, 6 mars 1915 :

Merrheim se propose également d'asticoter Jouhaux sur son entrevue de Bruxelles avec Legien. Il m'a fait demander par Griot une relation de l'entrevue. Je lui ai envoyé quelques lignes là-dessus. Je crois avoir parlé devant toi, ... et plutôt non, puisque tu étais en province, mais j'ai raconté à Griot cette fameuse entrevue de laquelle je fus témoin. Figure-toi un café après déjeuner, un cigare offert par Legien, deux phrases échangées entre lui et Jouhaux, traduites par C. Mertens en allemand et en français, en tout un quart d'heure de tête-à-tête. Et c'est avec ça que l'on s'est payé le culot de dire que l'on en savait long sur l'Internationale et que *le Temps* a pu écrire « si M. J[ouhaux] disait tout ce qu'il sait ». J'ai fait ce que je crois être mieux. Puisque Merrheim se propose de poser la question, j'ai adressé, assez à temps une déclaration au C.C. Je l'ai adressée à Merrheim en lui disant qu'il la fourre dans la boîte à J[ouhaux] de manière, qu'étant assuré qu'il l'a eue, je puisse savoir ce qu'il en a fait. Je suis presque certain qu'il la cachera dans ses dossiers.

Rosmer à Monatte, 12 mars 1915 :

Jouhaux faisant constamment état de sa conversation de Bruxelles avec Legien, j'avais demandé à Dumoulin de rassembler ses souvenirs et de me faire un récit exact de cette entrevue, dont le *Temps*, parallèlement avec le secrétaire conf[édéral] fait un usage fréquent. Il vient de me répondre. Sais-tu à quoi toute l'affaire se réduit ? Une conversation de cinq minutes, *le deuxième jour du congrès* — alors que la situation alarmante est révélée dès le matin du premier jour — peu avant le départ de Legien et en prenant le café avec celui-ci à son hôtel. Conversation peu précise d'où jamais on ne songe — ni d'un côté ni de l'autre — à envisager la possibilité et les conditions d'une action commune. Et on se quitte sur des effusions cordiales. Il faut un rude culot auj[ourd'hui] à Jouhaux pour oser utiliser cette conversation comme il le fait mais puisqu'il rappelle toujours qu'il y avait des témoins nous lui sortirons, au moment propice, un témoignage qui ne sera pas de son goût.

Merrheim à Monatte, 5 avril 1915 :

A la dernière séance du Comité on a lu une lettre de Dumoulin concernant la conversation Legien-Jouhaux à Bruxelles. Le Comité ne l'a pas retenue disant qu'on attendrait le retour de Dumoulin pour discuter. Quelques-uns : Luquet, Bourderon, etc., objectèrent que Dumoulin était à la séance où Jouhaux relata son entrevue avec Legien *et qu'il n'avait rien dit*. Je vais écrire à Dumoulin pour le mettre au courant et j'ai l'intention de demander au prochain Comité qu'on lui envoie l'extrait du procès-verbal le concernant afin qu'il puisse dire ce qu'il a à dire.

Dumoulin à Monatte, 13 avril 1915 :

Griot n'est pas venu. J'attends une lettre de lui pour m'en dire le pourquoi et pour me conter les histoires du C.C. Merrheim m'a dit comment les mamelucks avaient accueilli ma lettre sur Bruxelles. Ils ont ergoté sur les procès-verbaux en disant que J[ouhaux] avait donné un compte rendu de notre délégation belge à la séance du 28 juillet. Tu vois d'ici le compte rendu de ce mufle qui n'a pas le courage d'ouvrir la gueule chaque fois qu'il revient de quelque part. Je n'ai rien dit le 28 juillet, me reprochent-ils¹. Il aurait fallu

1. Dumoulin ne parla pas davantage après la publication dans la *Bataille syndicaliste* du récit de l'entrevue par les soins de Léon Jouhaux. Dans une lettre très amicale à celui-ci en date du 28 octobre 1914 — lettre publiée par B. Georges, D. Tintant et M.-A. Renauld dans *Léon*

que J[ouhaux] dise lui-même quelque chose et que l'on sache par avance l'usage public qu'il ferait de sa délégation. Je suis de ton avis, je vais laisser ça là et ne pas tomber dans le panneau d'une discussion par correspondance. Nous verrons quand nous y serons. Il n'était cependant pas inutile de leur assener ce coup de poing.

Premières réactions après la déclaration de guerre

La guerre est maintenant déclarée. Quelques militants d'hier, mobilisés ou non, écrivent à Monatte.

*Delzant*¹ à Monatte :

Lorient, 18 novembre 1914.

Mon cher Pierre,

Paraît que tu te fais vieux. C'est Berthe qui me dit ça. Je le crois sans peine étant donné les événements, le désœuvrement, la misère, les misères qu'ils entraînent. A quand la fin ? Pas tout de suite malheureusement.

Berthe a dû te conter mon aventure. Sans la fuite que j'ai risquée, je croupirais au pays boche. Au lieu que ça, je respire assez librement, surtout à Lorient où je ne vais au cantonnement que pour bouffer. Je suis échoué parmi quelques centaines de mineurs évacués du Pas-de-Calais, mobilisés, ou mobilisables, et comme nous sommes déjà vieux on nous fout la paix. N'y aura que quand le lot des plus jeunes sera parti qu'on nous utilisera.

Ça va assez vite, les dépôts se vident à mesure que les canons sortent des forges, aussi je m'attends à revoir le feu, cette année ou au-delà.

Quand nous nous retrouverons je te parlerai de Maubeuge, de la débâcle, de la fin, triste et peu glorieuse. Les combats s'étaient

Jouhaux, op. cit., pp. 494-496 — Dumoulin déclare avoir pris connaissance de l'article de son correspondant sur l'entrevue avec Legien. Il ne formule alors aucune réserve. Il est vrai toutefois que dans cette lettre, Dumoulin se refusait à juger l'attitude de Jouhaux et celle de la C.G.T. et déclarait s'abstenir « de toute critique, de tout jugement ».

En l'absence de procès-verbaux du Comité confédéral de la C.G.T., il est difficile de conclure. Il convient toutefois d'attacher grande importance à la première version de l'entrevue, celle rapportée par Rosmer — lettre du 30 juillet — en un temps où les dés ne sont pas encore jetés. Et l'on est tenté de dire :

Que Legien ait fait silence (version Jouhaux) ou parlé (version Dumoulin), il semble que son attitude n'ait pas été très encourageante en ce qui concerne les possibilités d'une résistance à la menace de guerre par les classes ouvrières franco-allemande.

1. Charles Delzant, militant des Verriers.

rapprochés, puis éloignés. Bien qu'ignorant les événements au-dehors, nous sentions que ça n'allait pas : l'éloignement du canon de batailles nous donnait le pressentiment que nous avions reculé. Nos avions étaient partis sans retour, et les obusiers dominaient nos postes. Avec cela peu d'exemple en haut. Les plus fermes s'étaient laissé vaincre, nous avions le sentiment de la défaite. Je n'ai respiré qu'en gagnant Fresnes, les journaux filtraient encore malgré l'occupation et les Allemands reculaient.

Ça n'est pas gai un siège : bien que celui-ci n'ait pas duré longtemps, les impressions ne s'effaceront pas de mon esprit. J'ai vécu là quelques jours tristes, plein d'émotions et de transes, auxquelles se mêlait le désespoir. Ça va heureusement mieux ; on se tue, mais nous tenons.

Je ne regrette pas d'avoir vécu cela, et ne suis pas effrayé à la pensée de revoir les marmites. Je plains ceux qui ne verront pas au moins un coin du tableau ; comme toutes les batailles, ça vaut d'être vécu. On parle de former avec nous, territoriaux, des batteries de sièges, dans l'intention sans doute de futurs investissements. Je me laisse porter par les événements. On se fait à toute idée, même à celle d'y laisser sa peau.

Je trouve ici quelques amis : Trevenec, Labe, Cleuet, et d'autres que tu ne connais pas. Nous causons. Ce que je pressens, c'est que cette guerre influera considérablement sur les concepts. Les idéologues, comme dirait Grave, auront de l'ouvrage.

Ecris-moi une longue babillarde, si tu veux en avoir d'autres.

J'espère que vous allez bien malgré tout, et que nous nous retrouverons un jour autour d'un zoizon [?]. Je me console. Berthe et le loupiot vont bien et vont venir. Que devient Griot ?

A vous deux.

Ch. Delzant.

4^e Rég^t Art^{ie} lourde,
63^e B^{trie} de Dépôt,
Quartier Frébaut, Lorient.

Marie Guillot ¹ à Monatte :

Saint-Martin-d'Auxy, 15 octobre 1914,
par Marcilly-lès-Buxy [Saône-et-Loire].

Mon cher ami,

J'ai enfin de vos nouvelles — de deux côtés à la fois : c'est Million qui m'écrit pour me féliciter de mon article de l'*E[cole] E[mancipée]* sur la guerre parce que... je n'ai pas changé mon fusil d'épaule... signe des temps ! être félicité pour cette raison qu'on ne se laisse pas affoler par les vents de folie.

1. Institutrice de Saône-et-Loire, militante syndicaliste.

C'est Lafosse qui me dit que vous lui demandez mon adresse... Mais je demeure... ici... — Où vouliez-vous que je fusse ?

J'ai bien reçu votre carte, à Madame Monatte et à vous, en juillet, et je vous ai répondu à la *Vie [Ouvrière]* ; vous n'aviez pas mis d'adresse. Puis la guerre est venue — J'ai été comme à moitié abruti pendant trois semaines ; je n'ai pas écrit une seule lettre. Ensuite, je me suis demandé où vous trouver. Et puis nous voilà à aujourd'hui.

Parlez-moi des camarades parisiens. Dumoulin m'a écrit une lettre d'adieu fin juillet ; je l'ai cru parti des premiers, je ne lui ai jamais répondu. Et les autres ? Que devenez-vous vous-même et votre aimable compagne — et votre autre vous-même, cette *Vie [Ouvrière]*, que va-t-elle devenir ?

Ah ! nous aurons à faire pour nous tenir au-dessus de l'écume et nous retrouver à l'ancre — Espérons.

Chez nous, notre syndicat allait bien — Notre ombre de petite section passait à 32 membres (plus que doublé) en juillet, nous allions lancer un bulletin qui avait déjà du foin dans ses bottes. J'espérais, en voyant avec quel courage mes « élèves » marchaient, pouvoir enfin me décharger sur eux de ce côté — Que restera-t-il après ? — Il faudra peut-être que je reprenne le drapeau en main et que je recommence tout le travail — Malheur !

Ce qui m'épouvante plus que tous les carnages, c'est la vague de haine qui se lève, toujours plus haute et qui détourne de leur but les énergies ouvrières. — Pourvu que, après, la masse des nôtres retrouve son bon sens. Espérons — encore.

Ecrivez-moi sur tout ce que vous savez d'intéressant.

Mes amitiés à tous deux.

Marie Guillot.

James Guillaume à Monatte, avec réponse de celui-ci :

Neuchâtel (Suisse),
14, avenue du Mail.

20 septembre 1914.

Mon cher Monatte,

Je suis venu en Suisse conduire ma fille malade et tâcher de trouver un peu d'argent pour la B.S. — Je viens d'obtenir un emprunt de mille frs au 6 %. Je pensais porter la somme moi-même à Paris cette semaine ; mais impossible d'obtenir un billet de chemin de fer pour Paris en ce moment ; il faut attendre encore. Je vais donc expédier l'argent à Marie par mandat télégraphique. — Reçu ce matin la B.S. du 16 ; je vois qu'elle contient un article de De Ambris, suite de la conférence du 18 août que justement je voulais traduire pour le journal. Je suis d'accord avec De Ambris et P. K[ropotkine], dont Marie G[uillot] m'a communiqué une nouvelle lettre,

est d'accord avec moi. Par contre, Fritz B[rupbacher] (que je n'ai pas encore vu) est pessimiste et abstentionniste, comme vous l'étiez. Mais l'êtes-vous encore ? J'espère que non — Cette guerre aura été horrible, mais si elle détruit les deux grands fléaux du monde, l'impérialisme allemand et la *Sozialdemokratie allemande*, l'Europe pourra désormais respirer plus librement.

A bientôt j'espère et vive la liberté !!

Cordialement.

J. G[uillaume].

Réponse de Monatte :

La Vie Ouvrière
Revue syndicaliste bi-mensuelle,
96, quai Jemmapes,
Paris (X^e)

Monlet, le 30 septembre 1914.

Mon cher Guillaume,

Votre carte du 20, que je trouve en rentrant d'un petit voyage à Lyon, me cause une grosse joie. Je me demandais avec inquiétude ce que vous deveniez. La *B.S.* ne contenait plus rien de vous. Etiez-vous encore à Paris ?

Je ne suis pas surpris que vous persistiez dans votre façon de voir. Non plus que Kropotkine. Mais, pour mon compte, je demeure « pessimiste et abstentionniste », comme vous dites justement pour Fritz [Brupbacher]. Les événements de ces deux mois, l'état moral qu'ils ont créé dans le pays, confirment mes craintes du début.

Je m'explique l'attitude de De Ambris ; je vois quels mobiles sérieux l'ont fait agir. Mais il se trompe. Je souhaite de tout mon cœur que l'Italie reste neutre. Il y a déjà trop de pays saignés. Demain, il resterait au moins une nation dont le mouvement ouvrier s'inspirerait du syndicalisme révolutionnaire.

Dans quel état serons-nous en France, victorieux ou vaincus ? Si la Sozial-democratie s'est déshonorée en ne se jetant pas en travers de la guerre, croyez-vous que notre syndicalisme ait sauvé son honneur ! Evidemment vous le croyez, vous. Moi, je ne le crois pas. J'ai honte et je souffre de notre impuissance d'il y a deux mois.

Je souffre plus encore, je dois vous le dire, du bavardage, du cabotinage de nos principaux militants. Comment ne se taisent-ils pas ? Que vont-ils faire à Bordeaux ? Et la *B.S.*, que lui reste-t-il de syndicaliste ? Elle ne rend même pas les menus services que rend *l'Humanité*, protestant et réclamant sur les petites choses. Elle est au service du gouvernement, plus qu'aucun journal officieux. Ce n'était vraiment pas la peine d'en faire deux éditions, une à Bordeaux, l'autre à Paris, pour cette triste besogne !

Je reviens de Saint-Etienne et de Lyon ; j'ai trouvé des militants

qui restent très mécontents de cette attitude. Si Jouhaux était venu à Lyon, dans l'équipe de conférenciers recrutée par Compère-Morel, il se serait produit du vilain.

J'étais descendu de ma montagne pour voir s'il y avait moyen de trouver quelque travail. Je n'ai rien trouvé. Le désœuvrement me pèse pourtant. Comme il n'est pas question d'appeler les services auxiliaires de ma classe, je vais m'offrir à l'Inspection Académique comme instituteur pendant les semaines, peut-être les mois d'attente qui me restent. Ainsi, je ne serai pas complètement inutile.

Nous reverrons-nous bientôt ? Ce n'est pas probable. Nous avons six mois de guerre à redouter encore. L'impérialisme allemand sera probablement anéanti : mais ce ne sera pas la seule chose morte. Que restera-t-il de notre socialisme, de notre internationalisme ? Les différends nationaux n'auront-ils pas enterré pour plus de vingt ans tout notre mouvement ouvrier ?

Cordiale poignée de main.

P. Monatte.

Hansmoeursel à Monatte :

5 novembre 1914.

Mon cher Monatte,

Ne crois pas que j'ai oublié les camarades et si je ne t'ai pas écrit plus tôt depuis le début des hostilités c'est que les circonstances m'en ont empêché.

Les raisons qui m'ont fait marcher au premier coup dans cette guerre sont sans doute les mêmes, ou à peu près, que celles qui ont dû animer les camarades de la Confédération. Je me permets de dire cela, d'après les renseignements que m'ont donnés certains réservistes sur les déclarations de la B.S. et l'état d'esprit qui animait les militants révolutionnaires. Je ne te demande pas ton avis, mais tu me ferais plaisir de me dire sous quelle forme tu envisages la situation présente. Quant à moi c'est bien simple.

La chose première qui m'a fait réfléchir se manifesta en moi-même lorsque j'appris que mon frère était parti. Jusqu'avant je voyais la guerre impossible à un tel siècle et je croyais que du jour où nos gouvernants voudraient la déclarer, ils rencontreraient une forte opposition. Mais devant le fait que mon frère — un anti-guerrier — était mobilisé et partait se battre, je cherchai à voir la situation sur un autre jour. Bien que n'ayant aucun journal ni aucune nouvelle de ce qui se passait à Paris, j'ai résolu de me faire une vue bien nette de l'état présent des choses.

Le but, pour moi est celui-ci : Combattre un parti militaire allemand qui veut impérialiser une partie de l'Europe ; abolir une famille de gens du modèle napoléonien ; instaurer une politique germanique nouvelle susceptible d'assurer une paix universelle dura-

ble. Les deux dernières choses ne seront réalisables qu'au moment où la première sera totalement achevée, c'est-à-dire lorsque nous aurons vaincu le militarisme allemand, ouvert les yeux à un peuple aveugle, qui sera, alors, peut-être, susceptible d'avancer l'avènement de la république germanique. Cette conception est-elle aussi juste qu'elle parut simple à mon esprit ? je le crois.

C'est avec cette pensée que je me bats depuis le 7 septembre. Nous n'avons pas quitté la Woëvre depuis notre premier jour de combat. Les 8, 9, 10 septembre nous avons chassé les Allemands de Dieulouard. Le 20 nous avons essayé de les déloger de Mamey, Fay-en-Haies, Régnéville et Thiancourt, nous n'avons pas réussi, le 22 nous avançons de nouveau de Mamey et impossible de le reprendre, enfin le 25 nous le reprenons et nos lignes le dépassent de deux kilomètres. Le 27 nous voulons tenter de nous emparer de Fay-en-Haies mais essuyant un revers nous nous sommes repliés et, conservant les positions acquises, nous nous sommes fortifiés sur place d'un et d'autre côté. Enfin pendant un mois ce fut une guerre de fortifications. Les 28, 29, 30, 31 octobre, 1^{er} et 2 novembre nous attaquons les Allemands sur notre droite par le bois Leprêtre. Dans les deux premières journées nous avons fait une progression de deux kilomètres, mais au prix de quelle fatigue, de quels efforts, c'était la guerre arbre par arbre, mètre par mètre, pas par pas. Enfin nous heurtant à de fortes positions ennemies, nous avons suspendu notre marche offensive. Depuis nous sommes troupes de réserves ; nous recommençons à nous fortifier, nos premières lignes sont à 50 mètres des Allemands, mais le bois est si touffu qu'il est impossible de se voir.

Bref, malgré les bombardements que nous avons essuyés, la mitraille au travers de laquelle nous sommes passés, nous n'avons pas subi de trop grandes pertes.

Ma santé est très bonne et je n'ai encore reçu aucune blessure jusqu'aujourd'hui.

Je voudrais que tu me renseignes sur ce qui se passe à Paris, car les journaux que nous avons ne sont que des journaux régionaux, qui nous donnent des nouvelles sans grande importance. Les J[eu-
nesses] S[yndicalistes] ne doivent plus donner signe de vie et les syndicats ne doivent plus exister, enfin Paris doit être mort.

J'attends ta prompte réponse et n'aie pas peur de m'en donner.

Reçois une fraternelle poignée de mains.

Bien à toi.

L. Hansmoeursel.

167^e Rég. d'Inf.

1^{re} Comp.

Petit Dépôt (Toul)

(M.-et-M.).

Nicod¹ à Monatte :

L'Eclaireur de l'Ain

Organe hebdomadaire de la Fédération Socialiste de l'Ain

Le 24 novembre 1914.

Mon Cher Camarade,

J'ai bien reçu votre amicale du 19 courant et vous envoie, par le même courrier, un numéro de *L'Eclaireur* du 1^{er} novembre.

Je suis heureux de voir que tous les militants parisiens n'ont pas perdu la tête et qu'il en reste encore quelques-uns qui ont assez de force intellectuelle pour résister au courant d'universelle démagogie nationaliste qui semble emporter tout le monde.

J'ai écrit à Vaillant pour lui signaler le danger qu'à mon avis faisait courir au socialisme et à l'Internationalisme l'attitude incolore prise par le Parti Socialiste de France dans le conflit européen².

Je crois que notre devoir était de défendre notre pays contre l'invasion brutale de l'Allemagne. Je vais même plus loin : je crois qu'à tout prendre et à tout considérer le devoir des socialistes était de défendre la République française — et même la France tout court — contre une menace extérieure de conquête et d'annexion, *même si tous les torts avaient été de notre côté*, quitte à faire payer, une fois la guerre terminée, son crime au gouvernement d'aventure qui nous aurait conduits à la catastrophe.

J'estime que l'Internationalisme ne pourra fédérer que des patries autonomes, débarrassées de toute tyrannie étrangère. Je crois très sérieusement que la « patrie », c'est-à-dire cette unité géographique, territoriale, qui réunit une population parlant la même langue, ayant la même origine ethnique, vivant moralement des mêmes traditions et des mêmes souvenirs, et professant parfois la même religion, est la cellule historique de la grande Fédération humaine que le Socialisme veut constituer.

Mais plus je crois à cela, moins je vois pour notre Parti la nécessité, en présence des événements actuels, d'abandonner son idéal, sa doctrine et sa tradition révolutionnaire. Tout en collaborant passionnément à l'œuvre de défense nationale, nous n'étions pas obligés d'oublier, même momentanément, ou de sembler oublier, que nous étions des internationalistes.

1. Secrétaire de rédaction de *L'Eclaireur de l'Ain*.

2. Une lettre de Nicod à Vaillant a été publiée dans *L'Eclaireur de l'Ain* du 4 octobre 1914 et reproduite par Rosmer dans *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, tome I, pp. 281-282. Nicod proteste contre le refus des dirigeants socialistes français de rencontrer des socialistes « des autres sections de l'Internationale, de la section allemande surtout ».

Notre devoir était de rester nous-mêmes et non pas de mêler l'eau claire et limpide du Socialisme aux flots bourbeux des partis bourgeois. Notre devoir était de lutter jusqu'au bout contre les forces de barbarie déchaînées par une diplomatie volontairement aveugle, car je professe cette opinion que dans la guerre actuelle chaque gouvernement bourgeois a au moins autant de responsabilités que le gouvernement voisin.

Evidemment, au dernier moment, quand l'Allemagne a brusqué les événements sous la poussée du parti militaire, quand nous avons eu l'intuition que la catastrophe était inévitable, le gouvernement français a été admirable de sang-froid et de prudence — et nul plus que moi ne s'est félicité de la pondération dans les termes et de la hauteur de vue dans l'esprit, avec lesquelles furent rédigés le Manifeste du gouvernement au peuple français et le Message du Président de la République.

Evidemment, le gouvernement anglais, de bonne foi, a épuisé en vain toutes les formules ultimes de conciliation. Le sort en était jeté : l'Allemagne pangermaniste et militaire voulait la guerre, pensant que l'heure était propice pour elle.

Mais nous ne pouvons pas oublier, cependant, que si en août 1914 l'Allemagne a voulu la guerre, cette guerre était la conséquence directe de la politique extérieure gloutonne de tous les grands pays européens. Cette vérité historique fondamentale, nous avons le devoir de ne pas l'oublier. Et parmi toutes les croyances qui me restent encore, laissez-moi celle-là que notre grand Jaurès ne l'eût pas oubliée.

Si le Parti Socialiste, terrassé par la mort tragique de Jaurès, privé brusquement de ce génie clairvoyant et dominateur, ne s'était pas laissé emporter par le courant nationaliste, il eût pu jouer certainement un bien grand rôle.

Il y avait certainement autre chose à tenter contre la guerre que ce mouvement de « concorde nationale » qui permet toutes les audaces et toutes les espérances aux partis de réaction.

Nous devons essayer de dominer les événements et de tourner contre la guerre la force morale de l'Internationale. Pour cela il aurait fallu réunir les diverses sections de cette Internationale et prendre des résolutions énergiques.

Nous avons préféré excommunier brutalement les socialistes allemands et autrichiens sans les entendre. Quelques-uns de nos militants ont même poussé l'inconvenance jusqu'à morigéner en termes déplacés le Parti Socialiste italien qui très logiquement et très courageusement voulait éviter au prolétariat italien les horreurs de la guerre.

Nous avons complètement perdu la tête et la participation de deux socialistes au gouvernement bourgeois n'a sans doute rien ajouté à notre énergie et à notre clairvoyance.

Tout cela est bien triste, en effet, et donne lieu à maintes méditations amères. Notre Parti se ressaisira sans doute, avec le temps.

Mais il sera trop tard, beaucoup de mal aura été fait, beaucoup de malentendus auront été créés qui auraient pu être évités !

L'avenir dira quels sont ceux qui ont eu raison.

Bien cordialement à vous.

René Nicod,
Secrétaire de Rédaction
de *l'Eclaireur de l'Ain*,
Oyonnax (Ain).

*Copie par Monatte d'une lettre
de F. Brupbacher¹ à Lafosse²
pour l'Ecole Emancipée*

Zürich, 19 octobre 1915 [1914 vraisemblablement].

Cher camarade,

Vous voudriez savoir ce qui se dit « de plus courageux à l'étranger ». Parbleu, du courage, personne n'en a, ni en Russie, ni en Allemagne. Tout le monde est patriote.

Les ouvriers allemands veulent défendre l'industrie allemande contre les Anglais qui se trouvent un peu mélancoliques de devoir, pour ce but, se battre avec les camarades français. En outre, ils prétendent vouloir aller en Russie contre le Tzar pour aider les ouvriers russes et collaborer à la révolution russe.

Et les ouvriers russes veulent aller en Allemagne pour aider les ouvriers allemands contre le militarisme et les hobereaux prussiens.

Vous voyez que l'un veut aider l'autre ; et pour cela il ne se gêne pas de tuer cet autre qu'il veut aider.

Le plus intéressant c'est que tous les ouvriers allemands et autrichiens qu'on appelle conscients, se disent que leur intérêt est à présent le même que celui de leurs patrons, c'est-à-dire qu'il faut sauver l'industrie des concurrents qu'elle a dans les autres pays. On en parle très ouvertement ; le *Hamburger Echo*, un journal socialiste allemand, a même dit que les ouvriers avaient plus d'intérêt à la guerre que les capitalistes, étant donné, que le capital peut émigrer plus facilement que les prolétaires.

En Russie, l'enthousiasme des industriels est très grand. Ils regardent la guerre comme un boycottage actif des marchandises allemandes à bon marché, qu'ils étaient impuissants à concurrencer.

Je regrette de ne pas connaître aussi bien les idées des ouvriers français sur tous ces points.

De tout ce que je vois, je conclus que dans le moment présent la conscience de classe et l'intérêt prolétarien national sont en conflit

1. Militant suisse, 1874-1945.

2. Instituteur syndicaliste.

avec une idéologie internationale qui s'oppose à l'intérêt économique. Voilà le conflit. Il apparaît avec éclat que chez l'ouvrier l'intérêt égoïste, économique et national est infiniment plus fort que l'idéalisme. Je trouverais moins triste qu'un patriotisme vague et idéaliste remportât la victoire. Ou qu'on ait marché parce qu'on craignait d'être fusillé. Mais l'ouvrier allemand est parti à la guerre *avec enthousiasme*, non pas comme un esclave mais comme un paysan qui défend sa terre. L'ouvrier allemand, je le répète, croit défendre son industrie. Il se bat pour son industrie !

J'ai eu des nouvelles de Russie par un camarade qui en est revenu. Il a vu les bagarres pendant la grande grève de Petersbourg, en juillet, lors du voyage de Poincaré. Ce camarade m'a dit que les ouvriers des mêmes quartiers qui avaient fait les démonstrations contre le gouvernement pendant la grève, qui y ont reçu des coups de najaïka, ont fait des démonstrations patriotiques en faveur de la guerre.

Un autre de mes camarades, un membre du parti socialiste révolutionnaire russe, qui fut exilé, est tellement enthousiasmé qu'il m'a écrit qu'il préfère *deux* Nicolas à *un* Guillaume. Ce camarade a participé à des essais d'attentat contre le Tzar.

Vous voyez qu'il n'y a pas seulement en France qu'on trouve une C.G.T. Tout le monde a perdu ses principes. Nulle part, des hommes internationalistes. Même notre bon James Guillaume voit dans la guerre une suite et un développement de la grande Révolution.

Du point de vue pédagogique, il serait intéressant d'analyser psychologiquement dans quelle mesure ce désaccord entre les idées qu'on avait avant la guerre et celles qu'on a maintenant existait déjà subconsciemment avant la guerre.

Je conclus de cette guerre que de longtemps encore le prolétariat ne sera pas, comme on le croyait, le porteur de l'idéalisme, que la conscience de classe et le socialisme sont deux choses tout à fait différentes. La classe ouvrière est socialiste tant que cela ne s'oppose pas à son intérêt économique. Elle a une grande ressemblance avec la bourgeoisie ; celle-ci avant la grande révolution se battait pour l'humanité ; mais lorsque les intérêts humains entrèrent en conflit avec les intérêts bourgeois elle eut vite fait de sacrifier les intérêts humains.

Voilà la grande crise socialiste de nos jours.

Si je trouve quelque chose de « courageux », je vous l'écrirai ; mais je crains fort de ne pouvoir vous faire cette joie.

Amicalement.

Fritz Brupbacher.

P.S. — Saluez bien Pierre Monatte. Qu'il écrive donc une fois !

Merrheim à Monatte :

Paris, le 29 septembre 1914.

Mon cher Monatte,

Mon long silence a dû t'étonner. C'est qu'ici les événements se sont précipités et, comme tu as dû le voir dans la *B.S.*, j'ai dû prendre le poste de secrétaire de la C.G.T. par intérim. Depuis, absorbé par de multiples délégations et soucis, je n'ai pas eu un moment pour écrire, à peine si j'ai le temps de parcourir les journaux.

Je ne puis te narrer par le détail les incidents qui m'ont obligé à prendre le mandat de secrétaire à la C.G.T. Je vais essayer de te les résumer.

Avant la bataille de la Marne, il y eut à Paris quelques journées d'affolement. On croyait à l'entrée prochaine des Allemands à Paris.

Cet affolement gagna quelques militants et, le mercredi 2 septembre, allant, par hasard, à la *B.S.* je m'y rencontrai avec Jouhaux, Griffuelhes et Marie.

Première engueulade avec Griffuelhes qui croyait m'emmenner avec d'autres à Bordeaux pour y faire la *B.S.* Incidemment j'appris qu'avec Jouhaux ils avaient accepté d'être de ces fameux commissaires à la nation auprès du gouvernement, et qu'ils devaient partir le lendemain matin à 8 heures 45 *par train spécial* pour Bordeaux rejoindre le gouvernement, ou à peu près, parti quelques heures auparavant. Jusque-là j'étais resté calme, refusant de partir à Bordeaux, estimant que les principaux militants devaient rester à Paris.

Mais en apprenant cette nouvelle, ma colère éclata. Je reprochai vivement à Jouhaux et à Griffuelhes leur attitude. A Jouhaux le mandat de commissaire à la nation qu'il avait accepté, après en avoir lancé l'idée (voir *B.S.* du 31 août, déclarations Asquith) sans en parler au Comité confédéral et engageant ainsi la C.G.T.

Bref l'engueulade dura une demi-heure, car on ne voulait à aucun prix convoquer le Comité. J'obtins enfin qu'il le fût. Jouhaux proposa 10 heures du matin ; il me fallut tempêter, crier pour qu'on le reporte à deux heures de l'après-midi. Du même coup il ratait son départ par train spécial dont il avait les billets spéciaux et la carte de circulation spéciale à montrer pour pénétrer dans ce train.

Ce que fut la séance du lendemain au Comité, tu le verras par le procès-verbal que tu pourras lire, je l'espère, après la guerre. A cette séance apparut la manœuvre. Jouhaux et Griffuelhes ne partaient plus seuls. Lefèvre, Laurent, Moulinier devaient être de la partie et avec d'autres de la *B.S.* devaient les rejoindre un ou deux jours après.

Jouhaux proposa l'envoi d'une commission à Bordeaux car, dit-il, la réaction était à craindre et il fallait à Bordeaux un Comité qui

se tint au contact avec la province. Il proposa Laurent, Moulinier, Dumas et moi-même, Lefèvre n'étant pas présent.

Avec Dumas je refusai carrément et ce fut Gautier, de Saint-Nazaire, qui accepta avec Puyjalon ; ce dernier n'est pas parti ; seul avec Lenoir, j'ai combattu ce projet le trouvant prématuré.

Ensuite, Jouhaux annonça au Comité qu'il avait accepté, à *titre personnel et sans engager la C.G.T.*, le mandat de commissaire à la nation sur la demande de Guesde. Il ajouta que si le Comité n'avait pas nommé de commission, lui serait parti quand même ayant accepté ce mandat, sachant prendre ses responsabilités, etc., etc. ; bref les grandes phrases.

Je répliquai en disant au Comité que s'il était réuni c'était grâce à moi. Colère de Jouhaux. Je lui répondis en narrant notre entrevue orageuse de la veille à la B.S. En prouvant que si je n'avais pas été à la B.S., il serait parti le matin même par train spécial à 8 h. 45 et que le Comité aurait connu son départ et son mandat de commissaire à la nation avec son arrivée à Bordeaux.

La stupeur fut générale. On n'insista pas, mais le Comité nomma une commission exécutive qui se compose de Lenoir, Milan, Dumas, Charbonnier, Tabard, Charlier et Bled et j'acceptai le mandat de secrétaire, dont je me serais volontiers passé.

Comme, à ce moment-là, on craignait l'investissement de Paris par les Allemands et un mouvement réactionnaire, la commission reçut mandat de s'aboucher avec le P.S.U. pour constituer un Comité d'action destiné à faire face à tout mouvement de réaction qui serait tenté. Ce Comité fonctionne en s'occupant de toutes sortes de questions.

Depuis, d'autres complications ont surgi. Jouhaux, à Bordeaux, les commissaires à la nation et leurs conférences ayant été abandonnées, engagea la commission dans les conférences, faites avec l'appui moral... et financier du gouvernement, sur la réorganisation du travail. Il m'annonça dans une lettre que la commission s'apprêtait à partir, *sans donner d'autres détails*. Je soumis sa lettre au Comité, qui se réunit tous les dimanches matin, en montrant qu'une fois de plus on nous mettait devant un fait accompli et en protestant. Le Comité décida de rappeler Jouhaux, ou un membre de la commission, à Paris pour fournir des explications.

Il est venu au Comité dimanche dernier. Plus embarrassé que jamais car la deuxième combinaison a sombré comme la première, le gouvernement, m'a-t-on dit, s'étant montré peu généreux. Il n'aurait donné que 180 francs à chacun, pour la suite ils auraient dû voir les Préfets et autorités militaires des départements qu'ils visiteraient. C'est du propre.

Ces derniers renseignements ne sont connus que de Lenoir et moi, car nous les tenons de Luquet qui, étant à Bordeaux pour

l'Humanité les tient de Griffuelhes lui-même. Conserve tout cela pour toi ¹.

En restant dans le cadre général, j'ai combattu la proposition de Jouhaux. Le Comité a donné mandat à la Commission exécutive d'établir un rapport sur les possibilités de délégations, ou d'une conférence privée en appelant à Paris les militants des Unions et Bourses qui ne sont pas mobilisés afin de connaître l'état d'esprit de leur région.

Jouhaux est reparti lundi en disant qu'il ne reviendrait plus.

Telle est brièvement, très brièvement résumée la situation et les causes de mon long silence.

Tant qu'à la guerre, ici peu de nouvelles. Delzant s'est évadé de Maubeuge avant sa reddition et a passé à Paris avant d'aller rejoindre à Rouen. Dans la bataille de l'Aisne, qui dure encore à l'heure actuelle où je t'écris, on ramasse, en moyenne, 10 000 blessés par jour. De source sûre, je tiens que, depuis le début de la guerre, il y a eu 50 000 morts et plus de 300 000 blessés. Ne le crie pas sur les toits car il ne fait pas bon de le dire, mais le personnage qui me l'a dit le tenait des services de santé.

Maintenant, je suis allé, comme tu me l'avais demandé, rechercher tes traites. Mon pauvre vieux, Tourette a laissé un tel fouillis de journaux sur la table qu'une vache n'y retrouverait pas une demi-douzaine de veaux. De sorte que malgré mes efforts je n'ai rien retrouvé. Si tu peux me donner plus de précisions, envoie-les-moi et j'essaierai encore de rechercher au risque de m'y noyer. Mais, bon Dieu ! quel fouillis !!! quel fouillis !!!

Il faut que je te dise aussi, que ce pauvre Roudine a toutes les malchances. Réfugié en Mayenne chez la sœur de Delaisi, une indiscretion fit connaître qu'il était de la Pologne autrichienne par son père, car lui est né à Odessa. Du coup on le prit pour un espion et il fut obligé de se sauver pour ne pas être écharpé.

Rentré à Paris, il vint se réfugier chez moi. Après de multiples démarches, je réussis à lui faire obtenir un permis de séjour pour la durée de la guerre. Dimanche ce permis lui a été retiré. On prétend l'évacuer sur un camp de concentration. Je multiplie les démarches pour empêcher son départ et lui faire avoir un nouveau permis. Hélas ! je crains fort d'échouer, et alors !... je ne sais ce qu'il adviendra de lui et, vraiment, son désespoir me peine plus que tout.

Je termine cette longue lettre car minuit sonne (24 heures, dit-on aujourd'hui) et je me sens fatigué. J'espère que ta santé est bonne.

1. On verra après la guerre ce que nous devons faire. Tous les procès-verbaux — que n'a pu nier Jouhaux — sont là et Yvetot est à Etretat et ne donne jamais de ses nouvelles. C'est écœurant, je t'assure, et quelle lâcheté. [Note de Merrheim.]

Mes respects à Madame Monatte et à tes parents. Fraternelle poignée de main pour toi.

A. Merrheim.

P.S. — As-tu reçu les journaux que je t'ai envoyés ? Keufer a un de ses fils de tué. Lafont, l'avocat, est blessé par un éclat d'obus.

A.M.¹

Merrheim à Monatte :

Paris, le 17 octobre 1914.

Mon cher Monatte,

Un mot à la hâte pour te dire que je ne t'ai pas oublié. J'ai tardé à t'écrire car j'aurais voulu voir Laval. Or il est absent de Paris — parti chez lui, m'a-t-on dit — et il devait rentrer vendredi dernier.

J'espérais donc le voir hier, samedi, après-midi au Comité d'Action. Il n'y est pas venu c'est donc, peut-être, qu'il n'est pas rentré. Je vais lui écrire dès demain matin en lui demandant un rendez-vous pour sa rentrée.

Voilà, mon pauvre vieux, ce que j'ai voulu t'écrire à la hâte. Quant à la situation ici, Jouhaux a repris ses fonctions. Il continue les gaffes monumentales. Après son mandat *personnel* de commissaire à la nation, le voilà parti *personnellement* à Milan conseiller, probablement, aux Italiens de partir eux aussi en guerre. Si tu vas à Lyon, tu verras les lettres que j'ai écrites à Million. Pauvre vaniteux que conduit le génie (?) Griffuelhes par le bout du nez. Enfin, ne nous écœurions pas trop. Je continue à faire mon simple devoir de militant avec ténacité et énergie ; nous verrons tout cela après la guerre. Mes respects à Madame Monatte et à tes parents. Bien fraternellement à toi.

A. Merrheim.

Dumoulin à Monatte :

Boulogne-sur-Mer, le 16 novembre [1914].

Mon cher Pierre,

Il y a une dizaine de jours ma compagne m'avait laissé entendre que je recevrais bientôt une lettre de toi. Je l'ai attendue vainement jusqu'aujourd'hui. Je me purléçais à l'avance en pensant que

1. Lettre déjà publiée dans *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, A. Rosmer, tome II, 1959, pp. 237-240.

j'allais lire quelque chose de toi. J'ai maintenant la bouche sèche à force d'y avoir remué de l'eau.

La guerre ne t'a pas changé, toujours le même temporisateur. Tu n'as même pas songé au plaisir que tu m'aurais procuré.

Il est vrai de dire que je me suis conduit moi-même comme un véritable mufle. Depuis la mobilisation je pouvais faire connaître mon adresse ; je ne l'ai pas fait. De même je pouvais faire savoir des changements successifs ; j'ai négligé tout cela. Il a fallu que ce soit ma compagne qui rétablisse les communications.

Depuis lors — depuis un mois — j'ai reçu des lettres et des lettres. J'en ai eu de Jouhaux, de Moulinier, de Marck, de Delzant et d'autres encore. Mais du noyau de notre infortunée V[ie] O[u-vrière], rien. Bien mieux, j'ai écrit à Merrheim — M. Savouré, 14, rue de la Prévoyance — il ne me répond pas. Répondre à Dumoulin c'est assurément d'ordre secondaire par ces temps d'Unité nationale. J'ai eu plus de succès auprès de Griot qui s'est empressé de me donner satisfaction et qui m'a promis d'éclairer ma lanterne, ce que je lui ai demandé. Note bien que je t'accorde des circonstances atténuantes ; je te savais en Haute-Loire et je ne t'écrivais pas.

Si tu savais combien j'ai besoin de savoir. Ce que je sais c'est par les journaux : *l'Humanité* ; la *B.S.*, je ne la vois jamais. Les lettres que j'ai reçues m'ont fait entendre des sons de cloche différents ; j'y ai flairé des histoires, des chichis, des engueulades. J'ai répondu que je ne voulais pas juger ni prendre position en faveur de qui que ce soit, à cause de mon ignorance des faits et de l'attitude des hommes. A qui pouvais-je demander des renseignements ? Monatte, absent de Paris, à cran contre le général¹, m'éclairera mal. C'est pourquoi je me suis adressé à Griot qui, par malchance, est à Perpignan. Comprends-tu maintenant pourquoi j'aspire à te lire ? Tu sais bien que ce que j'ai besoin de savoir, je ne puis le demander qu'à un ami véritable, sur l'intimité duquel je sais pouvoir compter. Ma situation est délicate en raison de la position que j'occupe. Je veux savoir à qui je peux encore accorder mon amitié, et si, ma compagne mangeant du pain beurré, le beurre est propre. Je préférerais la voir réduite au pain sec et moi à la portion congrue de l'armée que de me sentir un sale fil à la patte. Comprends-tu ? Sache que ce n'est pas là la moindre de mes angoisses et, te parlant ainsi, je suis sûr que tu m'écriras.

Et toi-même, comment te débrouilles-tu ? A quoi t'es-tu accroché ? Je te sais maître dans l'art de tirer le diable par la queue. Mais par ces temps de guerre, la queue du diable doit être bien dure à tirer. J'espère quand même que tu n'es pas trop malheureux.

De moi, je ne te raconterai pas grand-chose. Au total ce serait trop long et ça manquerait d'intérêt. Et puis ça n'est pas fini et

1. Jouhaux.

cela vaudra mieux que je te raconte la chose verbalement que te l'écrire. Car j'espère toujours pouvoir raconter mon histoire moi-même.

Je vais te dire comme aux autres. Sache que mes abattis sont toujours au grand complet et que ma santé est excellente au moral comme au matériel. J'ai conservé par-dessus tout une inaltérable bonne humeur et parmi les innombrables tristesses que procure la guerre, il est des côtés tellement comiques qu'il faut en rire malgré soi.

Je pense souvent à mes deux frangins qui règlent des comptes avec les Allemands et qui peut-être ont le leur réglé ; je pense à ma mère qui se trouve je ne sais où avec le gosse ; je pense à toute la parentaille ; aux copains comme moi, à tout et à toutes les horreurs. Cependant j'arrive à tout vaincre et c'est sans frousse anticipée que j'attends mon tour d'aller au carnage.

Que veux-tu, rien ne sert de se tuer par le chagrin. Je t'en souhaite autant. Je voudrais que la santé, si chère à conserver, ne vous ait pas abandonnés toi et ta Léo¹ et que vous soyez comme moi, de parfaits philosophes, avec une pointe de férocité.

Maintenant ça y est, j'ai plus rien à te dire pour l'instant. Engueule Merrheim pour son oubli et écris-moi au plus vite, sans quoi, gare la consigne du caporal.

G. Dumoulin.

Bonnes et fortes amitiés à vous deux. Ecrire : Georges Baudouin, conseiller municipal, 16, rue Tivoli, Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Dumoulin à Monatte :

Boulogne[-sur-Mer], lundi 23 novembre 1914.

Mon cher Pierre,

J'ai ta lettre ainsi que celle de Rosmer que j'ai trouvées ce matin chez l'ami Baudouin. Voici quatre heures que je les lis, que j'en épluche chaque ligne et chaque mot sans pouvoir m'en détacher. Vous savez, vous arrivez à temps. Il y a trois jours j'en recevais une de Jouhaux, la deuxième qu'il m'adresse si pleine d'affection, tellement remplie de caresses et de mots tendres qu'un moment je me suis laissé conquérir. Je lui ai répondu que je l'aimais aussi². Mais n'ayant pas l'habitude des épanchements sur le papier, je crains de passer pour un ironiste à ses yeux, à moins qu'il ne comprenne pas.

1. Femme de Monatte.

2. Voir cette lettre, datée 18 novembre, publiée dans *Léon Jouhaux, op. cit.*, pp. 499-502.

vieux monde en s'accompagnant de canons de 620 et plus ? Et les Japonais, les Chinois, tous ? Après le péril germanique n'y aura-t-il pas le péril slave et d'autres périls encore. De grands savants contestent cela ; ils séparent le capitalisme, la classe capitaliste de la guerre. Ils confondent toutes les classes et séparent les peuples pour des raisons ethniques, pour des questions de races, pour des différences d'origines, pour affaire de culture ou de kultur. Que veut dire tout cela ? Parce que Marx et Bakounine ont fait retentir l'internationale de leurs disputes, les cosaques sont des saints, le Tzar est un ange, la Sibérie un paradis et les social-démocrates des barbares. Je ne marche pas, je ne coupe pas, je me refuse à souscrire à toutes ces formules faussement scientifiques. J'aime mieux être un barbare, une brute sans « culture » qui n'a pas connu La Fontaine, ni Maurice Bouchor, ni Montehus que de me séparer de ma classe pour la guerre.

J'ai écrit tout ça à Delzant. Je pense encore bien d'autres choses que je flanquerais dans le nez de tous les saltimbanques qui rivalisent de clowneries dans nos fameux journaux d'avant-garde. Tous les Zisly, toutes les Marcelle Capy, tous les futurs ministres de la prochaine république « sociale ». Quelle bande de salauds. Parce qu'ils n'ont pas trouvé le chemin d'un pays neutre ils s'aplatissent devant le mensonge et se confessent à Malato.

Je n'aurais pas dû être surpris de l'attitude de Jouhaux et de G[riffuelhes], il y a belle lurette que ces deux augures ont décidé de prendre le chemin de l'assiette au beurre par n'importe quel moyen. Ils veulent vivre, eux aussi, et jouir par-dessus le marché. Si c'eût été des hommes, ils se seraient abrités dans la cave en attendant la fin du bombardement. Ils auraient mieux servi le mouvement en réapparaissant plus tard au milieu des débris et des platras. Ah ! si l'on pouvait tout dire.

Oui, comme tu le dis si amèrement, pauvre syndicalisme ! Pauvre classe ouvrière ! Pauvre pays ! Que de courage il va falloir pour remonter tout cela. Comme j'ai peur que le mal qui a fini de pourrir les consciences de nos deux excellences atteigne les meilleurs de nos militants. Où irons-nous chercher des hommes ? Ne penses-tu pas que beaucoup voudront tirer profit de la victoire, si victoire il y a ? Et les débits de tabacs, les places, les fonctions, la politique, le parlementarisme ne vont-ils pas exercer leurs ravages parmi nous, surtout parmi nous. J'en souffre cruellement à l'avance ; j'ai peur. Je vois l'avenir confus, sale, lourd de lâcheté et d'égoïsme. La curée des grandes gueules.

J'ai autour de moi de pauvres bougres, des mineurs du Pas-de-Calais. Ils ne connaissent ni Racine, ni Molière ; ils ignoraient l'existence d'une cathédrale à Reims. Ils ne savent rien ; ils sentent qu'après la guerre il va falloir taper dur pour faire remonter les actions et pour donner du charbon à l'industrie. Ils sentent que leur journée de huit heures, leur pension de retraite sont foutues. Instinctivement ils voient leurs misères revenir accrues par la guerre.

Est-ce sur leur dos que nos fameux idéalistes vont se tailler du bonheur.

Oui, j'ai peur, je vois cette pauvre jeunesse perdue dans la préparation militaire, dans la « culture physique », je vois notre génération écrasée dans le souvenir, dans la douleur, dans le deuil, dans les monuments commémoratifs et les sociétés d'anciens combattants.

Par bonheur, il en restera quelques-uns. Vous êtes là, il y en aura d'autres. C'est pourquoi je veux vivre. Je n'espère pas voir la révolution sur un fumier mais puisqu'il y aura à se battre pour elle, il faut vivre.

Je veux revoir notre *Vie Ouvrière*. Si elle est seule à avoir les mains propres, tant pis. Elle aura l'honneur d'en embêter beaucoup. Je vais tâcher de me ménager, de voir venir les coups, de passer à travers. Je tiens à être de la rentrée, des premières séances. Je tiens à être de notre premier dîner fraternel où nous enfanterons à nouveau notre chère revue. Et, à travers les nombreuses solutions qui peuvent être apportées à mon sort, une jambe de bois, un bras raccourci ne diminuerait pas mon ardeur à combattre pour notre cause.

Dis à Rosmer que je ne lui fais pas de lettres personnelles. Celle-ci fera aussi bien pour vous deux puisque vous vous êtes passé celles que je vous ai adressées. J'ai reçu tout ce qu'il m'a adressé et puisqu'il me promet d'autres détails je t'en accuserai réception.

Pas tout à fait convaincu sur la question argent. Je vais demander à Louisa¹ combien elle touche en réalité car à t'entendre J[ouhaux] lui donne la moitié de son traitement confédéral. Et s'il lui donne davantage, d'où cela vient-il ? Franchement parler, c'est dommage que je sois pris entre le ventre et ma conscience, je l'enverrais carrément promener avec ce qu'il doit certainement considérer comme un moyen de me ligoter à lui.

J'ai lu tout à l'heure une lettre de Moulinier. Il me dit que le général est dégoûté des critiques et est décidé à se faire mobiliser. Il me demande que j'écrive à J[ouhaux] pour le dissuader de faire cela. N'est-ce pas là du chiqué de la part de J[ouhaux] ? Ou bien n'y a-t-il pas quelque chose de cassé dans la machine ? Dans l'un comme dans l'autre cas, je n'écris rien du tout. Ils ont fait cuire la soupe, qu'ils la mangent.

Ma seule consolation c'est de pouvoir désormais continuer notre conversation. Tu sais bien ce qu'elle vaut pour moi, qu'elle est la meilleure, la plus fraternelle. Quand j'étais en prison tu m'as laissé languir comme cela, si tu as le temps, ne le fais plus. Tâche d'être malingre, chétif, bon à rien, pas même à tuer une puce quand le médecin te tâtera. Reste avec ta Léo, avec ton bon lit, au coin du feu. Tu sais, c'est dur la paille, et les nuits froides du Nord,

1. Femme de Dumoulin.

et le milieu, la discipline, la menace, la contrainte. Heureusement j'ai une bonne carcasse et de la philosophie à revendre.

Fais pas attention, c'est décousu ce que j'écris, je suis de garde, j'arrête les autos, je veille aux espions et ma lettre est faite par morceaux. Elle n'en contient pas moins tout ce que je possède d'amitié pour toi, Griot et ta femme.

Permetts que je te presse un bon coup dans mes gros bras.

G. Dumoulin.

Pierre Monatte démissionne du Comité confédéral, fin décembre 1914.

En novembre 1914, les partis socialistes scandinaves projetèrent de tenir à Copenhague, les 6 et 7 décembre, une conférence des socialistes des pays neutres et invitèrent la C.G.T. à y participer. En dépit des protestations de Merrheim, de Lenoir, de Monatte et de leurs amis, le Comité confédéral se refusa à toute réponse. C'est alors que Monatte en démissionna. Désireux d'informer les militants, il fit imprimer sa lettre de démission et l'adressa à de nombreux militants responsables d'organisations syndicales.

Pourquoi je démissionne du Comité confédéral

AUX UNIONS DEPARTEMENTALES DE SYNDICATS
DU GARD ET DU RHONE

Camarades,

Après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le Comité confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'aviez confié.

Voici les raisons qui ont dicté ma détermination :

Au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que j'avais vu :

Le Comité confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de Commissaire de la Nation ;

Quelques semaines plus tard, la Commission confédérale envoyée à Bordeaux consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement ;

Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes.

Aujourd'hui, le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres.

Pour le Comité confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le *Temps* et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.



Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au Comité d'une invitation à la Conférence des socialistes des pays neutres organisée à Copenhague, pour les 6 et 7 décembre, par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante :

Que la C.G.T. répondît en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivrions cependant leurs efforts en faveur de la paix avec la plus grande sympathie et que nous faisons des vœux pour le succès de la Conférence de Copenhague.

A la séance du 29 novembre, la Fédération des Métaux déposait une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle je me ralliai avec empressement.

Comment et par qui elle fut combattue ? Par quels arguments ? Il serait trop long de le dire ici ; mais les procès-verbaux du Comité confédéral — 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre — vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le Comité confédéral se trouvait devant trois propositions : une première, de la Fédération du Bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse ; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la C.G.T. et du Parti sur un texte commun de réponse ; enfin celle des Métaux.

Le Comité se prononça d'abord sur la proposition — à caractère préjudiciel — du Bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions.

Il est hors de doute que la proposition des Métaux aurait été écrasée, le 6 décembre, par une forte majorité.



Ainsi, une nouvelle fois, des appels de socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des Congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare :

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, *c'est leur devoir* (aux classes ouvrières) *de s'entremettre pour la faire cesser promptement* et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination.

Ce devoir, Keir Hardie et l'*Independent Labour Party*, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir ; ainsi que les deux partis socialistes russes ; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur Conférence de Lugano et le parti socialiste américain par son initiative d'un Congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht — et avec lui une minorité de parti socialiste allemand — par sa protestation au Reichstag, le 2 décembre :

Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà, déclare-t-il, ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.

Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.



Il est compréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissé

gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle.

Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent : « Nous aurons la guerre avant la fin de son septennat ».

Nous l'avons eue moins de deux ans après.

Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, une guerre capable de porter la liberté et la République à l'Allemagne et de ruiner le militarisme universel. Quelle illusion !

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajewo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a précipité notre pays dans le gouffre. L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux.

Le Kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement ; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère.

Encore n'est-il pas établi que le gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète — aux méfaits tant de fois dénoncés — ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.



Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des Etats.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont nôtres, qui sont notre raison d'être. Si on les croit fausses, qu'on le dise ! Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique.

Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, C.G.T. comme Parti socialiste, Union syndicale internationale comme Internationale socialiste, n'aient signé leur faillite.

Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice. Mais on pouvait

encore se dire que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme. Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays et de l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent.

C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône, que la C.G.T. s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'aviez confié.

Pierre Monatte,

*Délégué titulaire de l'Union du Gard,
Délégué suppléant de l'Union du Rhône.*



Echos de la lettre de démission

Si l'on examine les lettres-réponses reçues par Monatte — il est certain qu'il s'efforça de les conserver toutes — le nombre de ceux qui réagirent fut peu important.

Sur les 27 lettres retrouvées dans les dossiers conservés par Monatte, 18 constituent une adhésion, souvent résolue. Quatre correspondants, dont Bourderon, se déclarent contre (en termes plus ou moins nets), cinq se bornent à demander l'envoi de quelques exemplaires et ne se prononcent pas¹.



Ceux qui approuvèrent, sinon toujours la démission de Monatte, du moins son attitude en face de la guerre :

1. Ne figurent pas au nombre des 27 ceux qui appartiennent au noyau des résistants : Rosmer, Dumoulin, Merrheim, Martinet et quelques autres qui se voient ou correspondent fréquemment.

E. Bidault ¹
 2 janvier 1915
 Galeries Cauchoises
 Yvetot

Mon cher Monatte,

Je vous accuse réception de votre circulaire... dont j'approuve les considérants. Comme conclusion, je vous invite à participer à la prochaine campagne que va entreprendre Sébastien Faure *Pour la Paix* à laquelle je lui envoie mon adhésion « participante. »
 Cordialement.

Le Gérant des G. C.
 à Yvetot.

Brenn ² à Monatte :

Saint-Melar, Pontivy [Morbihan]

30 déc[embre 1914].

Mon cher Monatte,

Un homme de *Sens* ! de Bon Sens — un homme *humain*, un *Homme* enfin, dans cette immense cohue de crétins, de fous, de cyniques, d'hypocrites, d'inconscients, de niais, de gorilles, d'agneaux bêlants, de femmes hystériques, un *Homme* dans tout ça ! Voilà comme *vous* m'apparaissez ! J'ai reçu votre imprimé hier soir. J'ai donc entendu une *voix humaine* pour la première fois depuis cinq mois. Bénie soit cette heure, ce jour-là, nous sommes donc *au moins deux* ? Vous avez démissionné. Je n'ai pas eu cette peine. J'ai toujours répugné — trop ? — à toute adhésion à un corps constitué quelconque mais j'assure que *votre* syndicalisme me tentait en ces temps derniers. Hélas ! C'est donc *vous* qui vous trompiez ? *vous* qui étiez l'Illusionné ?...

Qu'allez-vous faire désormais ? Qu'allons-nous faire ? Et d'abord quel âge avez-vous ? Quelle est votre situation militaire ? Il s'agit de savoir si *nous* allons mourir et comment ?...

Je ne vous dirai pas mon histoire de ces mois derniers par le détail mais je vous en dois peut-être un aperçu. J'ai été plus bouleversé dans une vie intime que la plupart, même en ces temps horribles. Dès les premiers jours ma femme, enceinte de huit mois 1/2, a été *saisie* par cette monstruosité qui fait crouler toutes nos plus ardentes raisons de vivre. La mobilisation qui faillit la tuer et tuer

1. Militant anarchiste.

2. Pseudonyme d'Emile Masson, professeur, auteur de *Yves Madec*, que Péguy publia dans *Les Cahiers de la Quinzaine*.

avec elle l'enfant qu'elle portait, devait cependant la sauver ! Un chirurgien de premier ordre, mobilisé ici, est accouru et a tenté une opération qui a réussi mais durant *deux mois* elle a pour ainsi dire été entre vie et mort. Maintenant l'enfant, superbe, vit et elle soigne des blessés. Mais ces deux mois durant ma propre pensée ne m'a pas appartenu et la vie publique n'a été pour moi qu'un immense incendie enveloppant ma maison où la mort était au guet en permanence... Depuis j'ai repris mon poste au lycée et peu à peu j'ai repris contact avec les hommes. Vous savez qu'une maladie m'a rendu à peu près *invalide*. Cependant je ne suis pas réformé et je dois marcher avec la classe 85 [ou 89 ?]. Je m'attends à être appelé tous les jours. Mais après bien des oscillations que mes angoisses intimes suffisent à expliquer et la complexité et l'horreur des événements extérieurs, — je *marcherai sans aucune Foi !* — je me demandais si un seul être au monde pensait ma pensée... à moi ; solitaire de ces landes ! Et vous êtes venu, ami. Bénie soit l'heure.

Qu'allez-vous faire ? qu'allons-nous faire ? Pouvons-nous, d'abord, faire quelque chose ? Autre chose que « mourir pour la Patrie ! ». Et que pensez-vous, que faut-il penser de l'*action*, de l'action HUMAINE ? Devons-nous croire, comme l'adorable Tolstoï, que le « Progrès » n'est qu'un mot vain, et que seule la *perfection existe pour quelques âmes élues* ? En tout cas, envoyez-moi une douzaine de vos papiers, que je tâche de faire entendre votre voix autour de moi.

Dites-moi bien ce que Rosmer est devenu, et qui demeure autour de vous. Comptez-moi parmi les vôtres, mais comme un qui *veut*, plus sauvagement que jamais, — *ne pas faire nombre*, et demeurer dans sa solitude plus absolue que jamais.

Je vous aime et vous aimerai toujours. Je me souviens que vous — qui m'ignoriez, alors que j'estimais et aimais le « Monatte » des *Temps Nouveaux*, vous m'avez fait dire que vous aimiez *Yves Madec* — Je vois de plus en plus que *vous* l'aviez compris, ce pauvre livre !

A vous de cœur.

Brenn.

Cousin ¹ à Monatte :

Salin-de-Giraud, le 27 janvier 1915.
(Bouches-du-Rhône)

Mon vieux Monatte,

Ta lettre m'a surpris à Marseille. Je désespérais de recevoir de tes nouvelles car il y a bien longtemps que j'avais demandé ce que

1. Militant syndicaliste des Vosges.

tu étais devenu. Pendant les deux trois jours que je suis resté à Marseille, j'ai voulu visiter la ville et j'ai remis ma correspondance à plus tard, voulant être fixé sur ma nouvelle adresse avant d'écrire aux copains.

A la Bourse du Travail de Marseille, j'ai eu le bonheur de faire connaissance du camarade Ollivier et nous avons causé très longuement des événements. Il a convenu comme moi que ces derniers ont bouleversé les tactiques et que rares sont les militants qui sont restés fidèles aux théories qu'ils émettaient et dont ils étaient les propagateurs.

Où sont les déclarations flamboyantes de nos congrès ? Qu'ont-ils fait, qu'avons-nous fait pour nous défendre ou tout au moins pour atténuer cette meurtrière boucherie ? Ah certes ce cataclysme effroyable s'est déchaîné en quelques jours ; pas assez de temps s'est écoulé entre les menaces de guerre et la guerre elle-même et vraiment submergés par les événements un dilemme effrayant accaparait nos esprits : Marcher ou ne pas marcher.

Si Merrheim t'a communiqué ma lettre, tu as pu te rendre compte qu'à Epinal nous ne sommes pas restés inactifs et tu as dû juger impartialement les circonstances qui m'ont poussé à rejoindre la caserne. Alors je n'ai pas connu de plus complète désillusion. Voué à l'impuissance, nulle sympathie autour de soi, partout des braillards, des ivrognes, des soumis. Je partis à la boucherie et la seule satisfaction que j'en retirerai après quinze jours de bataille, c'est de n'avoir été ni un guerrier, ni un meurtrier, de ne pas avoir « bouté les boches » (style employé cyniquement par notre (?) B.S.). Blessé d'une balle à la cheville à Menil tout près de Rambervillers [Vosges] le 25 août, je fus évacué sur l'hôpital de Beaune où je restai jusqu'aux premiers jours d'octobre.

Revenu à mon dépôt de Rolampont près Langres [Haute-Marne], je souffris à nouveau d'une gastro-entérite ancienne et fus hospitalisé à Langres. Je connus alors l'ennui d'être immobilisé dans une salle d'hôpital pendant de bien longues journées. Devais-je m'en plaindre ou au contraire m'en réjouir ?

Au bout de deux mois et demi d'hospitalisation, les médecins traitants me proposaient pour la réforme. Le conseil me fit hospitaliser à nouveau et dernièrement, repassant devant une commission de convalescence, j'obtins deux mois à passer sur le littoral méditerranéen.

Cette convalescence fut réduite à un mois, pourquoi ? Je n'en sais rien, ce qu'il est difficile de comprendre c'est que la commission de Marseille dirigée par un lieutenant-colonel détruisit « l'œuvre » de la commission de Chaumont confiée à un général. Bizarrerie militaire.

Mais assez causé de moi et laisse-moi te dire toute ma satisfaction de te voir toujours à Paris, et tout mon regret d'apprendre que tu es appelé, toi aussi, à défendre le sol sacré. Quel honneur !

Le nombre des sacrifiés, des veuves, des orphelins, des mutilés

n'est probablement pas assez grand ; les villes, les villages, les travaux d'art anéantis pas assez nombreux ; les milliards à payer pas assez élevés ! Il faut payer un peu plus cher « *les libertés dont nous sommes appelés à jouir* » (?).

Des camarades prétendent que la bourgeoisie paiera les pots cassés, espèrent qu'un nouvel état social peut sortir de cette affreuse tourmente.

Sans vouloir faire de prophétie, je crois au contraire que la bourgeoisie jugera très probablement avoir assez souffert de l'état de guerre et se désintéressera des misères accrues du prolétariat, si ce dernier n'est pas assez fort, est trop mutilé pour imposer sa volonté. Le *Memoraterium* n'avait-il pas décidé que *tous*, paieraient leurs loyers.

Je crains également après la guerre un mouvement de réaction nationaliste et religieux, et il me semble inutile de te répéter toutes les manœuvres, toutes les intimidations que journellement les soldats subissent. Manque d'énergie, de fierté, de conscience, me diras-tu ? Mais pour obtenir de rester quelques jours de plus à l'hôpital, d'obtenir certaines petites satisfactions matérielles, que ne subiraient-ils pas ? Les prêtres sont maîtres des hôpitaux. D'autre part, tenant compte de la situation exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons, Benoît s'explique et semble approuver la création du comité d'entente entre la C.G.T. et le P.S. puis la participation au pouvoir de Sembat et de Guesde. « Au moment de la discussion de la paix *ils* pourront faire contrepoids à l'influence des nationalistes et être les artisans d'un accord qui n'appelle aucune revanche ».

Je crois pour ma part, sans tenir compte des divagations et des compromissions, que j'ai soupçonnées longtemps avant d'avoir lu ta circulaire aux Unions que tu représentais, que la bourgeoisie roublarde a attiré dans un guêpier les « représentants » de la classe ouvrière et ces derniers, impuissants à dresser la masse contre l'horrible tourmente, ayant peur des responsabilités, ont jugé très politique de se souder à l'Union nationale et de participer au pouvoir.

Lesquels des deux ont été les plus roublards ?

Les gouvernants bourgeois en s'assurant leurs concours, ne garantissaient-ils pas leurs privilèges ? n'envisageaient-ils pas l'abaissement de la puissance économique allemande dont le développement gênait leurs visées ? n'endiguaient-ils pas par la même occasion la poussée revendicatrice des masses prolétariennes ? — Ne se débarrasseront-ils pas de leur concours lorsque les événements le leur permettront ?

Tu me répondras avec juste raison : la masse organisée n'avait pas à attendre de mot d'ordre, elle aurait dû se dresser comme un seul homme contre l'orage qui la menaçait. Hélas, elle ne croyait plus au cataclysme contre lequel, durant plusieurs années, elle s'était élevée et, la situation s'embrouillant de nouveau et prenant une plus grande acuité, la masse se débattit dans un tas d'idées contradic-

toires entre les théories et les faits devant lesquels cependant il lui fallait prendre parti.

Benoît, avec lequel j'ai par lettres discuté très longuement des événements, me dit que le problème se serait résolu plus facilement si nous avions senti un sentiment de révolte dans le peuple de l'autre côté de la frontière. Et il me montre dirigés et dirigeants bourgeois et social-démocrates marchant sans protestation, votant d'un commun accord les crédits de guerre.

« Nous n'avons ni à gémir, ni à protester mais à voir les événements en face et se demander où est notre intérêt ». Il le voit dans la victoire des Alliés qui prépareront une paix honorable n'appelant aucune revanche.

En tout cas justifier, auréoliser cette guerre, soutenir une bourgeoisie républicaine qui ne désire que notre écrasement, voir les anarchistes qui excommunièrent Hervé se déclarer « patriotes » cela me surpasse ; soupçonner le geste de Karl Liebknecht cela m'écœure.

J'estime que nous ferions plus utile besogne si nous travaillions, malgré la censure, à ouvrir les yeux de nos compatriotes, à souligner l'importance de toute manifestation des socialistes allemands au lieu de chercher à en atténuer la portée.

Combien de choses n'aurait-on pas encore à dire sur « les vertus libératrices de la guerre », sur la qualité et les intentions des Alliés, de « *nos Alliés* ».

La monarchique et absolutiste Russie et ses pogrommes, la constitutionnelle Angleterre, traînant derrière elle la conquête des républiques sud-africaines, Fachoda, et notre belle France, les sauvageries marocaines. Voilà les nations qui se plaignent des violences allemandes ? Il y aurait de quoi rire, si la rage ne nous étreignait pas le cœur.

Que deviendrons-nous dans ce déchaînement de folie meurtrière ? Que nous réserve l'avenir ?

Espérons que nous aurons la satisfaction de nous retrouver après l'orage, pour des batailles moins sanguinaires mais combien plus nobles, et dans l'attente de ce plaisir, reçois l'expression de ma profonde amitié et à toi et ta compagne bonnes et amicales poignées de mains.

L. Cousin,
149^e Rég^t d'Inf.
Etablissements Péchiney
Salin-de-Giraud
(B.-du-Rh.).

Excuse le manque d'esprit de suite dans mes idées, il est difficile d'écrire quand on est dérangé par les braillements d'abrutis et les conneries des uns et des autres.

Daud[...] ¹ à Monatte :

Bordeaux, 20 janvier 1915.

Mon cher Monatte,

Je voulais, depuis que j'ai reçu votre circulaire imprimée, vous remercier de me l'avoir envoyée. Elle m'a remonté et réconforté par son grand accent de conviction sérieuse, par la force de volonté et de réflexion qui s'y traduit ; je ne dirai pas qu'elle m'ait surpris : car j'avais bien, d'instinct, le pressentiment que vous deviez être, avec Merrheim, du très petit nombre de ceux qui ne se sont pas laissé emporter par le courant.

Je ne sais naturellement pas ce qui s'est passé au sein du C.C. et des milieux syndicalistes parisiens, mais je suis d'accord avec l'esprit et la tendance générale de votre protestation. Sur la question entière de la conférence de Copenhague, je ne crois pas qu'il fût possible, ni peut-être même désirable, d'engager une campagne de principes pour la paix *immédiate*. Mais je trouve, en revanche, déplorable, que les socialistes aient mis autant de timidité à se réunir entre eux pour délibérer des *conditions de la paix*, pour définir au moins quelques-unes des garanties essentielles qu'elle devrait nous apporter et quelques-unes des erreurs qu'elle ne devrait pas commettre. L'abstention, l'effacement des partis et des organisations qui se réclamaient du prolétariat dans ces circonstances et sur ces questions vitales, est, comme vous le dites très bien, le signe du plus affligeant manque de foi. Une telle attitude ne caractérise pas seulement l'insuffisance d'une œuvre ; elle marque la banqueroute d'un idéal mal conçu où les formules et les principes trahissaient les intentions et les désirs profonds.

De même, il est lamentable qu'on ait accepté, sans indiquer même la nécessité d'une discussion, l'interprétation des origines de la guerre que le gouvernement a dictée. Les conséquences de cette adhésion momentanée aux thèses nationalistes se feront durement et longuement sentir quand on voudra reprendre la propagande.

Mais à quoi bon gémir ? Réduits comme nous le sommes maintenant à l'état d'individualités isolées, le mieux que nous ayons à faire, tant que durera la tourmente, est de rentrer un peu en nous-mêmes et de tâcher d'y voir clair. Car que de fautes commises dans toutes les écoles, dans toutes les chapelles ! (Si je ne parle que de la vôtre, vous m'en excuserez ; j'y pense davantage parce que c'est celle pour laquelle, sans être militant moi-même, j'ai toujours eu le plus de sympathies). N'est-il pas évident que le syndicalisme a abusé de l'idée de l'originalité, de la supériorité du mouvement français, qu'il a pris trop facilement son parti de malentendus et des défiances qui l'isolaient moralement de ses voisins ?

1. Abonné de la *Vie Ouvrière*.

En affirmant sa vocation révolutionnaire éminente, en se déclarant tellement plus « avancé » que ses voisins, l'ouvrier croyait aller plus grand train sur le chemin de la révolution... Et l'anti-socialisme trop généralisé et obsédant, — habitude d'hostilité au lieu de volonté d'indépendance ? et la vieille négation doctrinaire de l'Etat, source de tant de difficultés ? et l'accueil fait aux rancunes pré-historiques du vieux J. Guillaume, qui depuis... ?

J'ai l'air de faire le pédagogue, — et en réalité, tout ça n'est qu'un écho de l'examen de conscience que je me fais subir continuellement et où j'ai bien des raisons de me traiter moi-même avec plus de dureté. Tout ça ne m'empêche pas d'être peiné à l'idée de la disparition probablement inévitable de la *Vie Ouvrière*, peiné à l'idée de la peine que vous devez en éprouver, vous qui vous en êtes donné tant de mal. Sacrée époque que celle où nous vivons ! mais il n'est pas possible que cette tempête de folie ne se dissipe pas bientôt ; et quelques-uns au moins d'entre nous reverront bien un jour le soleil.

Bon courage malgré tout et bien à vous.

Daud[...],
abonné de la *Vie Ouvrière*.

Sébastien Faure¹ à Monatte :

La Ruche
Œuvre de Solidarité et d'Education

Rambouillet (Seine-et-Oise),
ce 26 décembre 1914.

Mon cher Monatte,

Je reçois à l'instant le papier par lequel tu expliques pourquoi tu démissionnes du Comité confédéral.

Comme ça se rencontre !

J'ai, en ce moment, à l'imprimerie de la Ruche un manifeste qu'on finit de composer et qu'on tirera lundi.

Il a pour titre : *Vers la Paix*². Tu approuveras, j'en suis certain.

Je me demande, par exemple, quel moyen je vais employer pour qu'il soit connu et produise quelque résultat.

A tout hasard, je l'enverrai à la B.S. Je ne compte pourtant guère qu'elle consentira à insérer.

1. Leader anarchiste.

2. Une seconde lettre datée « janvier 1915 » annonce que, le 9, La Ruche, maison d'éducation pour enfants fondée par S. Faure, avait été perquisitionnée et que « pour le moment du moins », tout tirage et toute expédition du manifeste étaient impossibles. Cf. aussi chapitre 3, p. 115.

Je l'adresserai, ensuite, à tous les journaux de Paris et de province de quelque importance.

Je l'enverrai aussi un peu partout à des amis qui pensent comme moi, comme nous, et je compte que ce sera, pour eux, un soulagement de le lire.

Nous saurons ensuite s'il y a possibilité de ne pas rester inactifs. Amitiés.

S. Faure.

Guilbeaux¹ à Monatte :

4, Villa Stendhal,
Paris (XX^e).

Soyez félicité de tout cœur, mon cher Monatte, de la crâne et belle déclaration qui est d'autre part extrêmement sensée (considère qu'en ces temps de naufrage intellectuel le mot sensé est gros de signification — je lui donne pour ma part la préférence sur d'autres adjectifs généralement plus expressifs). C'est le cri d'un homme libre dont l'esprit n'a pas été atteint par cette abominable atmosphère où nous vivons depuis cinq mois. Quel dommage qu'elle ne soit pas publiée ! En tout cas laissez-moi vous demander deux ou trois exemplaires que je me ferai un plaisir de communiquer à mes amis. Et puis j'aimerais vous revoir. Je crois que ceux qu'animent de semblables sentiments doivent constituer un bloc moral et opposer une union virile à la prétendue « union sacrée ». *Il faut agir* maintenant. On me dit que les amis de la *Vie Ouvrière* se réunissent périodiquement. Voulez-vous m'accepter parmi les vôtres ? Encore une fois en mots brefs et énergiques bravo ! bravo ! et cordialement les deux mains.

Henri Guilbeaux.

J'espère que votre geste sera suivi dans les milieux syndicalistes.

Francis Jourdain² à Monatte :

29 décembre 1914.

Mon cher Monatte,

S'il vous reste quelques exemplaires de la circulaire que je vous remercie de m'avoir envoyée, je vous serais reconnaissant de m'en faire parvenir cinq ou six. J'aurais plaisir à faire lire à quelques

1. Henri Guilbeaux, écrivain français qui sera, en Suisse, le représentant du Comité pour la reprise des relations internationales.

2. Né en 1876, militant anarchiste puis communiste.

amis cette page que je vous félicite d'avoir écrite. Voici enfin un peu de vérité et de clairvoyance. C'est un grand réconfort, durant ces horribles jours. Jamais la bêtise et le mensonge n'ont eu si hideux visage, n'est-ce pas ?

Nous sommes bien peu à refuser de nous laisser noyer dans le flot d'éloquence que la plus stupide des guerres a déchaîné. Que pouvons-nous faire ? Rien, hélas ! Mais il est bon de ne pas se sentir trop isolé et agréable d'entendre dire ce que l'on pense soi-même être la vérité. Aurons-nous quelque jour des joies moins platoniques ? On n'ose plus rien espérer.

Je suis très cordialement vôtre, mon cher ami.

Francis Jourdain.

117, route de Saint-Jérôme,
Banlieue de Marseille (B.-du-R.).

Auxiliaire (classe 96), j'attends d'un jour à l'autre ma convocation devant un conseil de réforme. Et vous ?

Marie Guillot à Monatte :

Saint-Martin-d'Auxy, 29 décembre 1914.
[Saône-et-Loire]

Cher ami,

Je reçois votre manifeste.

Je suis bien d'accord avec vous quant aux fautes commises par le Comité confédéral. La dernière est peut-être de toutes la plus formidable. — Est-ce que des révolutionnaires éclairés ne savent pas que la classe ouvrière, plus que toute autre, paye les frais de la casse ; est-ce qu'ils ne doivent pas comprendre qu'un pays comme l'Allemagne ne s'anéantit pas et que la guerre ne peut qu'exaspérer les défauts de son esprit public, si tant est que les Allemands soient plus aveugles que nous — : faire la révolution, *libérer un peuple* de la tyrannie — à coups de canon, c'est toute l'idéologie de 1793 qui reparait là. On sait à quoi ça aboutit — Les Allemands sont bons pour se libérer d'eux-mêmes ; et la paix mettra de meilleures armes en leurs mains que la guerre — Faisons donc notre travail qui est de développer nos organisations de lutte et laissons donc nos voisins faire le leur — On dit : ne pas abattre l'Allemagne, c'est lui laisser la possibilité de prendre une revanche — Admettons l'Allemagne abattue (pourra-t-elle l'être plus que la France en 70, et peut-on empêcher une nation qui a la volonté de vivre, de renaître de ses cendres) oui, admettons — les chances de guerre ne seront nullement diminuées, elles seront seulement déplacées : le centre sera à Petersbourg et Londres, au lieu d'être à Berlin et

Vienne — Il y a encore de beaux jours pour le désordre capitaliste. Et le meilleur moyen et le plus rapide — malgré sa lenteur extrême, d'éviter les guerres, c'est de tuer la société capitaliste, c'est d'instaurer un régime de justice sociale où les rivalités économiques seront remplacées par des calculs économiques internationaux.

Quand je lis ce que *l'Humanité* fait digérer à ses lecteurs — mais, croyez-le, tous ne le digèrent pas, et les comptes se feront — j'en gémis sur la nouvelle mentalité socialiste — c'est le retour à la brutalité ancestrale : rossons-les et tuons-les pour leur porter la liberté — On se demande : est-ce démente, sottise, ou... chauffe ?

Le devoir des organisations ouvrières était de tout mettre en œuvre pour préparer la paix : on y aura déjà assez de mal — Et nous ne devons pas décourager les neutres dans leur effort d'humanité et de clairvoyance ouvrière.

— Peut-être, un neutre dont on ne se préoccupe pas assez, le choléra, viendra-t-il mettre tout le monde d'accord. Et au printemps, peut-être verrons-nous se signer une paix du choléra, comme durent la signer Turcs et Bulgares — Mais voilà, nous pourrions compter nos pauvres gars.



Quant aux causes de la guerre et aux responsabilités, il est prématuré d'en parler : elles sont au fond d'ordre économique, je le sais — et chaque pays porte son fardeau — Tout sera tiré au clair après quelques années de paix — Et notre devoir sera d'en informer *largement* la classe ouvrière pour lui faire comprendre que, comme toujours, c'est elle le dindon de la farce, farce atrocement tragique.



La C.G.T. aura besoin d'une forte purge. Et il ne faut pas que Merrheim et les autres vous imitent ; il faut à l'intérieur, de bons pilotes pour parer le mieux possible.

Votre démission, utile pour attirer l'attention des groupes — doit rester unique ; il suffira aux autres camarades d'approuver vos raisons — du moins, c'est mon avis — Ne noyons pas tout, le travail de sauvetage serait impossible.

Mes amitiés à votre femme et à vous-même. A quand ce Conseil ? c'est l'épée de Damoclès qui ne se décide pas à tomber...

J'avais perdu votre adresse de la rue des Mignottes.

Cordialement.

Marie Guillot.

Lafosse¹ à Monatte :

L'Ecole Emancipée

Revue pédagogique hebdomadaire

Publiée par la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs

29-31, rue Sainte

Tél. 33-16

Marseille, le 1^{er} janvier 1915.

Mon cher Monatte,

J'ai reçu votre circulaire. Les faits que vous y signalez ne m'ont pas surpris outre mesure. J'étais en partie au courant par la lecture régulière de la *B.S.* et de *l'Humanité*. Par exemple j'ignorais l'incident relatif à l'invitation à la conférence de Copenhague. J'approuve votre attitude en cette affaire.

Une remarque cependant. Après la guerre y aura-t-il scission dans la C.G.T. ? Savez-vous que ce serait désastreux et que nous n'aurons pas trop de tous nos efforts pour lutter contre les forces de réaction qui auront, elles, la partie belle.

Il nous sera impossible de publier votre circulaire. La censure ne nous manquerait pas. Et pour nous, en ce moment, l'essentiel est de vivre.

Dans votre lettre du 3 décembre vous me demandez de publier l'arrêté de suspension qui nous a frappés. Nous en avons causé avec Audoye. Notre avis est qu'il ne faut point le faire. Car si la censure voulait nous suspendre une deuxième fois elle le pourrait fort bien et nous serions impuissants à lutter contre elle.

Ci-joint l'article de Brupbacher que nous ne pouvons publier, il est intéressant et je vous serais fort obligé, si après lecture, vous pouviez me le renvoyer car je compte bien le publier lorsque de meilleurs temps seront venus.

Sur l'affaire Payot je ne sais pas grand-chose. Des bruits, des racontars circulent, sans grande importance. Il paraît que Payot avait loué une propriété pour son fils à Barjols (Var). Le fils étant mobilisé, Payot fit faire les récoltes et les offrit à l'armée aux prix qu'elles lui revenaient. Jalousie des autres fournisseurs d'où dénonciation. Comme Payot était mal vu de ses chefs et d'autres on ne l'a pas manqué.

Comme vœu de nouvel an je souhaite que la V.O. renaisse. Ci-joint un petit mandat pour elle.

Amitiés.

Lafosse.

1. Instituteur de Marseille, un des dirigeants de la Fédération des syndicats d'instituteurs.

J'ai la paresse de faire faire un mandat. A la place je mets un petit billet. Je souhaite qu'il ne s'arrête pas en route.

Mes amitiés à Merrheim et surtout mes remerciements. D'ailleurs je vais lui écrire.

Que devient Yvetot ? Avez-vous de ses nouvelles ?

*Leguern*¹ à Monatte :

... Chambre syndicale des employés et voyageurs...
de commerce et parties similaires des deux sexes
de la ville de Saint-Brieuc
Fondée le 1^{er} mars 1906
Siège social : 20 bis, rue Robière

Saint-Brieuc, le 1^{er} janvier 1915.

Camarade Monatte,

C'est à titre personnel que je vous écris. Je ferai part aux Camarades de l'Union des motifs de votre démission du C.C.

Me référant au même raisonnement que vous, j'écrivais le 6 décembre à la B[ourse] du T[ravail] de Genève, lui demandant l'état d'esprit de la population ouvrière allemande (je voulais dire en Allemagne), et je faisais part des désirs de paix qui se manifestent dans mon milieu : les travailleurs urbains et ruraux ayant la guerre en aversion croissante.

Je me suis sans doute mal exprimé : le secrétariat ouvrier suisse de Genève me répond aujourd'hui, sous la plume du camarade Jean Sigg, député.

Il me relate que la cause des Alliés gagne du terrain dans la population ouvrière de la Suisse allemande et qu'en Suisse romande tout le monde défend la France.

Aucune allusion à des projets pour rechercher la paix.

D'Angleterre, je reçois une lettre particulière d'où je relève qu'en août il se manifestait une action antiguerrière, que maintenant le sentiment de la lutte armée prédomine.

En résumé, les partisans de la guerre jusqu'à l'écrasement et, malheureusement le C.C. de la C.G.T. et le P.S. y sont engrenés, s'en tiennent uniquement à ceci :

« Exterminons l'humanité par milliers et des ruines sortiront l'écrasement du militarisme prussien, la paix et le désarmement général. »

Il est pénible de constater le grand nombre d'entichés pour la victoire brutale, n'admettant pas de solution antiguerrière plus efficace.

1. Secrétaire de l'Union départementale C.G.T. des Côtes-du-Nord, adhérent du Parti socialiste.

C'est une vraie chimère de compter sur les gouvernements pour réaliser le désarmement général et la citation de Liebknecht que vous nous donnez exprime l'exacte vérité.

Je crois qu'une conférence internationale ouvrière en Suisse, avec un nombre important de délégués pour chaque nation, aurait une répercussion sensible sur le cours des événements.

La situation très précaire de notre U.D. ne me permet pas d'espérer quelque influence de nos avis et de notre propagande pour la cessation des hostilités ardemment désirée. Cependant nous nous rallierons à la méthode qui sera préconisée dans ce but par les groupements amis et nous aiderons de notre mieux.

Si vous pouvez concerter quelques bonnes volontés pour entamer la propagande nécessaire, nous vous enverrons notre souscription à votre demande.

Fraternellement.

Leguern ¹,

Sec. de l'U.D. Ad^t au P.S.

Mauricius ² à Monatte :

L'Anarchie

2, impasse Girardon

18 janvier 1915.

Camarade,

J'ai eu entre les mains votre lettre de démission du Comité confédéral. Malgré les différences de points de vue qui nous séparaient avant la guerre, vous me permettrez de vous féliciter de votre attitude.

Alors que le troupeau bêle devant le danger et, de crainte des bergers, se met à renier tous ses principes, il m'est agréable de trouver quelques hommes dignes et probes.

Je vous serais obligé de m'envoyer quelques-uns de vos manifestes et vous prie de me croire

Cordialement vôtre.

Mauricius.

1. Leguern sera mobilisé le 1^{er} mai 1915. Le 14 il écrira à Rosmer qui a reproduit sa lettre, toujours hostile à l'union sacrée, dans *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, tome I, pp. 298-299.

2. Anarchiste individualiste, ancien directeur de *L'Anarchie*.

*Mignon*¹ à *Monatte* :

6 janvier 1915.

Cher camarade,

Je vous ai assez critiqué pour, quand je pense comme vous, ne pas vous le dire. Vous avez écrit ce que beaucoup pensent. C'est bien.

Cordialement à vous.

A. Mignon.

*Million*² à *Monatte* :

Confédération Générale du Travail
Union des syndicats ouvriers du Rhône
Siège : 86, cours Lafayette (dans la cour)
Lyon
Service de Librairie syndicaliste

Lyon, le 23 décembre 1914.
Au Camarade Monatte, Paris.

Mon cher Monatte,

J'allais t'écrire au moment où je reçois ta lettre de démission. Certes, nous comprenons et partageons entièrement ton écœurement du dernier vote émis par le Comité confédéral ; on ne peut croire à une réalité aussi décevante et à une semblable faiblesse de conceptions chez des militants ayant tant de fois crié véhémentement au public leur haine du militarisme et de la guerre. En cette période, nous assistons impuissants au sabotage des idées qui nous étaient les plus chères et de l'organisme ouvrier dans lequel nous avons placé tout notre espoir et pour qui nous aurions sacrifié volontiers notre liberté et notre vie. Je veux croire, malgré tout, que ce n'est là qu'un égarement momentané et que la netteté de notre pensée internationaliste dissipera toutes les confusions engendrées par le néo-nationalisme révolutionnaire. Reprenons courage quand même car il ne faut pas que notre bel idéal syndicaliste puisse disparaître dans la tourmente guerrière.

La Commission exécutive de l'Union du Rhône a appris lundi, par une lettre de Merrheim, ta démission et, unanimement, les camarades m'ont chargé de t'écrire pour te demander de revenir sur ta décision, bien que nous arrivions un peu tardivement. Oui,

1. Docteur, militant anarchiste.

2. Francis Million, secrétaire de l'Union départementale C.G.T. du Rhône.

ta lettre de démission exprime nos sentiments et elle dit des choses nécessaires mais, cependant, ta présence au Comité confédéral est plus que jamais utile, si l'on veut empêcher notre C.G.T. de se discréditer davantage aux yeux des sincères qui ne veulent pas transiger avec leurs convictions, surtout aux heures de danger.

Nous traversons des épreuves particulièrement pénibles, mais il faut se garder du découragement et les rares militants restés avec leur pensée entière se trouvent dans l'obligation de racheter par leur énergie les erreurs regrettables de ceux des nôtres qui se sont laissé entraîner par le courant de folie sanguinaire.

L'Union du Rhône est décidée à maintenir résolument son point de vue ; après comme avant la guerre, elle exprime son horreur des tueries barbares et s'affirmera toujours et en toutes circonstances en faveur de la paix. La Commission exécutive m'a même demandé, le cas échéant, d'aller défendre notre manière de voir devant le Comité confédéral, si une discussion d'une certaine ampleur intervenait, à bref délai, sur ce sujet.

A nouveau, mon cher Monatte, nous t'exprimons notre entière confiance et nous t'encourageons vivement à rester à ton poste de combat.

Amicalement à toi.

Pour l'Union du Rhône, le secrétaire :
F. Million ¹.

L. Parfait à Monatte :

« *Le Réveil Ouvrier* »
Syndicaliste
Secrétariat : 2, rue Drouin
Nancy

Le 3 janvier 1915.

Camarade Monatte,

Nous avons reçu ta déclaration ayant trait à ta démission du Comité confédéral.

1. Une seconde lettre, 6 janvier 1915, annonçait la participation pour une somme de 20 F de la Commission exécutive de l'Union du Rhône aux frais d'impression de la « circulaire de démission ». Une troisième lettre, 16 janvier, accompagnait l'envoi d'une « déclaration » imprimée de l'Union des Syndicats ouvriers du Rhône, adoptée à l'unanimité par le Comité général de l'Union le 13 janvier et qui se terminait par les mots :

« Guerre à la guerre !
Vive l'Internationale des Travailleurs ! »

On en trouve une reproduction dans Rosmer, *Le Mouvement ouvrier...*, tome I, p. 509.

Depuis un certain temps nous étions ici, entre autres, Humbert, Beaurieux et moi, inquiets sur ce qui se passait à Paris.

Ta circulaire vient à son heure, car elle fortifie les présomptions que nous avons à l'égard de certains camarades. Dès que nous avons eu connaissance, par Charbonnier, de la proposition des neutres, nous nous sommes réunis pour faire réponse à notre délégué au C.C.

La lettre de Charbonnier fut lue à notre C.C. et un certain nombre de camarades ont paru stupéfaits des conditions dans lesquelles notre délégué voyait la possibilité de traiter la paix. En effet, Charbonnier y mettait trop d'attendus.

Le pourquoi de son vote, me diras-tu, au C.C. ? Il s'est basé sur une réponse faite par moi à la hâte, car il demandait une réponse de suite.

Quand j'ai eu connaissance de ce vote par Dumoulin, j'ai tenu à envoyer une lettre explicative à Charbonnier.

Des « jusqu'au bout » nous dit Dumoulin ?

J'ai tenu à protester auprès de lui, comme je le fais auprès de toi.

Nous avons dit et nous répétons que les événements étaient plus forts que tous les congrès, mais nous n'avons pas dit qu'il faille évincer tous ceux qui travaillent pour la paix. Encore autre chose, est-ce bien l'opinion de ceux qui restent qui compte ? A voir les lettres de bons camarades partis que je reçois, ils voudraient bien en finir avec cette guerre. Demandons à tous, même ceux qui ne sont pas nôtres, s'ils veulent aller jusqu'au bout ? Aux mères, aux femmes ; leurs réponses à tous, c'est qu'ils sont las, ils en ont assez ?

C'est pourquoi nous avons tenu à t'écrire pour te dire toutes ces choses et en même temps de te faire savoir que nous nous refuserons à suivre les Malato, Charles Albert et tutti quanti dans leurs déclarations belliqueuses.

Il faut espérer que le jour des comptes arrivera et nous serons là pour, ce jour venu, balayer tous ceux qui auront eu des compromissions avec les poincaristes.

Il est regrettable que des militants se soient laissé emporter par la fièvre militariste, mais malgré tout, il faut rester à notre poste pour, à l'heure venue, leur demander compte de leur attitude.

Reçois, mon cher Monatte, mon salut fraternel et révolutionnaire.

Lucien Parfait,
2, rue Drouin, Nancy.

P. Rodrigues à Monatte :

P. Rodrigues
Coupeur-Tailleur
11, place du Palais
Avignon

Le 1^{er} janvier 1915.

Camarade P. Monatte,
Paris

Un de tes manifestes expliquant ton départ de la confédération, plutôt du comité fédéral, m'est tombé sous la main. J'en ai été très satisfait ; tu stigmatises, comme il le mérite, le camarade Jouhaux. Mais j'aurais à cœur d'avoir une dizaine de tes imprimés. Si tu crois qu'il n'y ait impossibilité à en faire circuler parmi les c[amarades] syndiqués, tu serais gentil de m'en adresser quelques-uns que je t'enverrai le montant immédiatement.

Bien à toi et à l'idée.

P. Rodrigues.

Rothen¹ à Monatte :

Marseille, 4 janvier 1915.

Mon cher Monatte,

Je venais d'envoyer mon adhésion à S. Faure pour son appel *Vers la Paix* lorsque j'ai reçu votre belle déclaration. C'est vous dire que je suis avec vous de tout cœur.

Enfin, des voix s'élèvent après cinq mois d'étranglement ! Des consciences se libèrent... Quel que soit le résultat, il aura passé un peu d'air pur sur tant de miasmes, une lueur de raison va planer au-dessus de la sombre fureur des hommes.

Je vous remercie chaleureusement d'avoir pensé à m'envoyer votre protestation et je vous serre bien fraternellement la main.

Edouard Rothen.

Envoyez-moi, si vous pouvez, une douzaine d'exemplaires.

Sirolle² à Monatte :

Paris, 24 janvier 1915.

Camarade Monatte,

Il est réconfortant pour ceux dont la foi internationaliste et révolutionnaire n'a pas été altérée de rencontrer sur leur route des camarades qui, militants connus, osent enfin démasquer les agissements des individus haut cotés dans le mouvement international.

1. Edouard Rothen, homme de lettres.

2. Henri Sirolle, militant des cheminots.

C'est avec stupeur que j'avais vu la C.G.T., reniant tout son passé et ses décisions de congrès, ne rien tenter contre le *crime* qui actuellement ensanglante le monde. C'est une honte pour cette même C.G.T. d'avoir permis à ses dirigeants d'entrer dans les combinaisons gouvernementales.

L'indécision au moment critique, les défaillances honteuses de quelques-uns, ont semé la panique dans les organisations ouvrières. Des camarades pourtant se trouvaient prêts à mettre en pratique les théories insurrectionnelles. Mais devant — je ne voudrais pas dire trahison — l'attitude équivoque des principaux chefs, ils se sont contentés de pleurer — oui de pleurer — de ne pouvoir même au prix de leurs vies enrayer ce fléau.

J'en connais quelques-uns — dont je suis — qui restant de farouches antipatriotes recherchent dans la tourmente le moyen de servir efficacement la cause internationaliste.

Prêt pour le bon combat, je suis heureux de sentir qu'à cette époque des reniements il y a encore de sincères camarades.

A mon avis il serait bon que tu puisses former un groupement de toutes ces énergies éparses — qui n'ont pas manqué de se montrer dès la parution de ton manifeste — pour essayer de tenter quelque chose. En tout cas dès maintenant nous devons combattre ceux qui dans nos milieux ont trahi notre cause.

Dépêchons-nous, la propagande réactionnaire fait son chemin et quoi qu'il arrive sachons au moins mourir pour une noble idée.

Au plaisir de te lire bientôt.

Fraternellement à toi et courage.

H. Sirolle.

Voici mon adresse : H. Sirolle,
9, rue Lacaille,
Paris XVII^e.

M. Thévenet¹ à Monatte :

Mercredi [décembre 1914].

Mon cher ami,

Je viens de lire votre *Pourquoi je démissionne du Comité confédéral*. Enfin ! il y en a donc encore quelques-uns qui pensent et raisonnent sainement ; la mentalité actuelle me bouleverse et je me demande où nous allons.

Voulez-vous m'envoyer quelques-unes de ces feuilles, je vous en serai bien reconnaissante.

Bien amicalement.

M. Thévenet.

1. Future compagne de Rosmer.

Ceux qui furent hostiles ou peu favorables à la déclaration de Monatte :

*Bourderon*¹ à Monatte :

Paris, le 1^{er} janvier 1915.

Au cit[oyen] Pierre Monatte,
Vie Ouvrière, 96, quai Jemmapes, Paris.

Mon cher collègue,

Je viens de recevoir à la Fédération du Tonneau et de lire votre *Pourquoi je démissionne du Comité confédéral*. Je ne saurais vous contester de ne plus vouloir être délégué du Comité confédéral, et d'en faire connaître les raisons qui vous y incitent à vos mandants ; mais je ne puis admettre que vous le fassiez publiquement, au sens confédéral, par considérations insinuanes contre tous vos ex-co-délégués, moi y compris, et en vous servant d'arguments connus postérieurement à nos délibérations. Aussi je proteste contre ce procédé.

Quand vous dites : « Des militants syndicalistes tenir un langage digne de purs nationalistes » — « Le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres. Pour le Comité confédéral parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande. » Vous m'injuriez, vous me calomniez auprès de mes propres mandants. Est-ce dans vos intentions ?

Ne peut-on différer d'appréciations, sur un fait de cette complexité et de cette importance, et par cela même être considéré par vous comme taré et au service des financiers et du gouvernement ?

Considérez-vous être dans l'absolue vérité, quand parlant de la proposition des métaux et de celle qui s'en différenciait, vous dites : « La seconde [proposition soumise au Comité] comportant des restrictions importantes et l'accord de la C.G.T. et du Parti sur un texte commun de réponse ». Oubliez-vous que le Comité, dans sa séance du 28 juillet, a nommé une commission qui devait, avec des délégués du Parti, créer un mouvement de protestation et d'opposition à la guerre ; que cette commission mixte s'est immé-

1. Secrétaire de la Fédération du Tonneau. En dépit de cette attitude, Bourderon sera, quelques mois plus tard, un des « pèlerins de Zimmerwald ». Cf. p. 181 et suivantes.

diatement mise à l'œuvre ; que le 31 juillet le Comité, après adoption du principe d'un manifeste confédéral, continuait mandat à la commission.

Allez-vous dire que la nature des événements ait annulé ces délibérations, ou que spécifiquement pour la conférence de Copenhague nous ne devons plus agir communément, C.G.T. et Parti. Quelles en seraient les raisons ? Parti politique, parlementaire ou autonomie complète confédérale. Sur ce second point nous avons été unanimement d'accord, le 28 juillet, pour que la C.G.T. poursuive *temporairement*, avec tous les groupements pacifistes, une attitude commune. La période est-elle écoulée ? Alors il fallait demander de cesser ces rapports et reprendre présentement notre absolue autonomie. Et, si nous avions cessé toute collaboration mixte avec le Parti, nous serions assez mal placés, avec la rigidité que vous donnez aux principes confédéraux dans les circonstances actuelles, à répondre à une invitation des Partis socialistes des pays neutres. Il m'apparaissait que la réponse ne pouvait être que commune. J'aurais voulu connaître vos raisons, vous vous en êtes abstenu au Comité.

Pourquoi invoquer pour votre démission l'acte du courageux Karl Liebknecht du 2 décembre à Berlin, dont il ne [fut] pas question à notre débat du 6 suivant parce que ignoré de tous, et comparer par là l'attitude de vos ex-co-délégués. Ainsi vous insinuez implicitement qu'à part vous les délégués présents au Comité confédéral auraient méconnu le devoir et le sacrifice faits par le protestataire au Reichstag allemand. C'est bien mal considérer vos collègues.

Je suis heureux de constater aujourd'hui que beaucoup de délégués confédéraux trouvaient dans la seconde proposition, dont vous avez fait une singulière et courte analyse, les mêmes aspirations contenues dans les termes de base de la paix, que celles qui nous étaient soumises par le Comité organisateur de la Conférence de Copenhague et que Karl Liebknecht a manifestées dans sa protestation.

Si un quelconque délégué a, suivant vous, manifesté une attitude, des propos de « vanité nationale » ou qu'« il ait perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant son action », vous auriez dû le désigner et non généraliser.

J'étais et reste un fervent partisan de la paix, non suivant l'arbitraire d'un vainqueur, mais « une paix qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, — une paix basée sur la solidarité internationale des travailleurs, sur la liberté de tous les peuples, pour être une paix durable ». Je ne puis me résigner à abandonner aux impérialistes allemands les départements français envahis, où tant de vaillants confédérés sont victimes, et le pauvre peuple belge, dont l'autonomie et la neutralité devaient être un respect par les puissants ; et, ceci en accord avec les organisateurs de la conférence de Copenhague.

Est-ce parce que l'Internationale ouvrière a été impuissante à détourner, à empêcher le sanglant carnage que vous deviez dire que nos organisations centrales ont « signé leur faillite ».

Egalement croyez-vous « que la C.G.T. s'est déshonorée par son vote du 6 décembre », parce que, ajournant à une date qui ne saurait être éloignée la manifestation de la classe ouvrière pour la paix qui ne l'humilie pas, qui lui conserve ses maigres libertés et ne détruise pas le mouvement ouvrier grandissant, et, qu'ainsi vous deviez flétrir collectivement vos ex-co-délégués ?

Je n'ai pas à juger la sincérité de votre geste, mais cependant je le considère très maladroit, blessant des consciences logiques dans leur raisonnement. Rêvez « un socialisme plus réel, plus ardent, surgissant des désillusions présentes » que vous avez ; manifestez-vous en ce sens, mais de grâce ne calomniez pas ceux qui ne peuvent vous atteindre.

Je souffre qu'il y ait en ce moment pareille attitude parmi nous où la cohésion serait si nécessaire.

Je crois n'avoir pas méconnu mon passé. Je reste bien vôtre.

Bourderon.

Després¹ à Monatte :

Paris, le 1^{er} janvier 1914 [1915].

Mon cher Monatte,

[...] J'ai remis à Marie *Pourquoi je démissionne...* Quelques instants plus tard, il recevait *Vers la Paix*, de Sébastien Faure. En raison d'« attaques personnelles », je crois qu'il n'est pas disposé à insérer ton « papier ». Il a soumis à la censure celui de Sébastien Faure (avec la permission de son auteur). J'étais à l'imprimerie quand la réponse est arrivée. Sous aucun prétexte, nous ne devons insérer *Vers la Paix*. Suppression totale. Tu peux juger ainsi du sort que ferait la censure à ton article qui est plus catégorique encore !

On en parle de cet article, on en parle même beaucoup. J'ai entendu des opinions favorables, dans l'entourage même d'Hervé (ce qui ne signifie rien) et j'ai entendu des critiques plutôt dures. En général, on ne comprend pas que l'on parle de paix quand le territoire est foulé aux pieds... « C'est, dit-on, s'incliner devant la force brutale ». [...]

Cordialement à toi.

Fern[and] Després.

1. Fernand Després dit Desbois, rédacteur à la *Bataille syndicaliste*.